• Montréal vendredi 14 juillet 2006 Le plus grand quotidien français d'Amérique 122e année no 259 56 pages 5 cahiers 65¢ taxes en sus - Édition provinciale 75¢
Le prix peut être plus élevé en régions éloignées

cyberpresse.ca
LA PRESSE

PIERRE FOGLIA AU TOUR DE FRANCE

LES OURS LES ONT MANGÉS ?

› L'ÉQUIPE DISCOVERY CHANNEL EN DÉROUTE

SPORTS PAGE 3



Le peloton a trimé hier lors de la 11e étape menant les coureurs de Tarbes à Val d'Aran-Pla-de-Beret, une distance de 206 Km.

PHOTO FRANCK FIFE, AFP

ARTS ET SPECTACLES

RiRe

SOUS LE CHARME D'ARTURO BRACHETTI
PAGE 3

MONTRÉAL VU PAR JEAN-FRANÇOIS MERCIER
PAGE 5



JEAN-FRANÇOIS MERCIER

LE GRAND BAL JUSTE POUR SE TRÉMOUSSER
PAGE 6

Mon clin d'oeil STÉPHANE LAPORTE
« Bonne fête à tous les Français ! »
— Les Italiens
Venez voir mon blogue !
cyberpresse.ca/laporte

SOMMAIRE

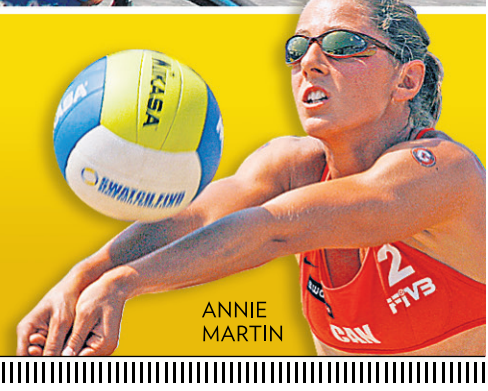
Astrologie du jour	AFFAIRES 11	Mots croisés	AFFAIRES 11
Bandes dessinées	AFFAIRES 12	Mots croisés	AFFAIRES 12
Décès	AFFAIRES 11 et 12	Mots fléchés	AFFAIRES 12
Forum	A 13	Mot mystère	AFFAIRES 12
Horaire télévision	JAZZ 8	Observateur	AFFAIRES 9
Loteries	A 8	Petites annonces	AFFAIRES 4 et AFFAIRES 9
Monde	A 12 et 13		

Météo
Généralement ensoleillé, maximum **32**, minimum **22**, plus de détails en page SPORTS **8**

L-V 6 21924 98765 1

VACANCES DE LA CONSTRUCTION
UN DERNIER PETIT COUP DE MARTEAU
PAGES **A2** ET **A3**

OMNIUM DE VOLLEYBALL DE PLAGE DE MONTRÉAL
MARTIN ET ZAKREWSKI REBONDISSENT
SPORTS PAGE **8**



ANNIE MARTIN

RONA FRAPPE UN NOEUD

Québec menace de lui infliger une amende de deux millions pour la construction sans autorisation d'un entrepôt en milieu humide

FRANÇOIS CARDINAL

La construction sans autorisation d'un immense entrepôt en plein milieu humide, à Terrebonne, pourrait valoir à Rona une amende sans précédent de deux millions de dollars. Le gouvernement Charest veut qu'on impose ce châtiment exemplaire à la veille du dépôt de la politique sur les milieux humides, a appris *La Presse*.

« Rona est un cas type. C'est le bel exemple d'une façon de faire qui est trop répandue », selon Stéphane Gosselin, chef de cabinet du ministre de l'Environnement Claude Béchard.

« Rona est un bon exemple d'une compagnie qui a acquis des terrains en milieu humide à faibles coûts et qui vient demander des autorisations au Ministère après avoir démarré les travaux, a-t-il dit. Le ministre Béchard veut changer cette façon de faire afin que les entreprises ne puissent plus tirer un avantage économique de la destruction d'un milieu humide. »

›Voir MILIEUX en page 16

PROCHE-ORIENT ISRAËL INTENSIFIE SES RAIDS



PHOTO GIL COHEN MAGEN REUTERS ©

L'armée israélienne a intensifié ses raids sur le Liban hier. Au moins 46 civils dont des enfants ont été tués dans les bombardements qui ont visé à deux reprises l'aéroport international de Beyrouth, une vingtaine de ponts, des bases de la milice Hezbollah et de l'armée libanaise. Le Hezbollah a riposté avec des tirs sur le nord d'Israël.

« La terreur est inimaginable »

Deux Québécois et leur fillette dans le feu du Liban

AGNÈS GRUDA

Nadia Michel et Samer Fakhri devaient célébrer hier leur anniversaire de mariage. Ils ont plutôt eu droit à un cocktail d'explosions et de bombes.

« Ça fait un bruit qui ressemble un peu à un coup de tonnerre », explique Nadia, une Québécoise de 29 ans qui n'a jamais vu la guerre d'aussi près.

Élevée à Montréal, Nadia Michel a épousé Samer, un Québécois d'origine libanaise avec qui elle s'est installée au Texas. Il est oto-rhino-laryngologiste à Houston. Elle travaille comme lectrice de nouvelles à la radio.

Il y a deux semaines, ils sont arrivés en visite chez les parents de Samer, à Zarieh, dans le sud du Liban — un petit paradis à 15 minutes de la Méditerranée. L'été, les montagnes, la mer. Puis, le cauchemar.

Mercredi, Nadia a d'abord entendu le vrombissement des chasseurs israéliens qui pénétraient en territoire libanais pour la première fois depuis le retrait de 2000. Puis, le bruit terrifiant des bombes qui explosaient tout près.

Les bombardements, lancés après l'enlèvement de deux soldats israéliens par le groupe islamiste du Hezbollah, n'ont cessé qu'en soirée.

›Voir RAIDS en page A13

AUTRE TEXTE

D'escalade en escalade, à lire en page A13

Des vacances en mode électoral pour les conservateurs

NATHAËLLE MORISSETTE

En mode électoral depuis le début de la saison estivale, les troupes de Stephen Harper recrutent de nouveaux membres partout au Québec et remettent sur pied leurs différentes associations de circonscription.

Plusieurs candidats potentiels ont même déjà manifesté leur intérêt pour porter les couleurs du PCC au prochain scrutin.

Selon les informations obtenues par *La Presse,* dans plusieurs circonscriptions, les organisateurs du parti s'attendent même à des luttes à deux, trois ou quatre au moment des assemblées d'investiture.

›Voir ÉTÉ en page A16



VLADIMIR POUTINE

SOMMET DU G8
OPÉRATION CHARME DE POUTINE
PAGES **A4** ET **A5**

Cartes-voyages
Voyagez plus.
Économisez plus.
viarail.ca/cartesvoyages
VIA Rail Canada
MC Marque de commerce propriété de VIA Rail Canada inc.
3406142A
3406150

VACANCES DE LA CONSTRUCTION

UN DERNIER PETIT

Un dernier petit coup de marteau et puis s'en vont. Cet après-midi, 127 357 travailleurs de la construction délaisseront les chantiers du Québec pour un camp de pêche, une plage ou tout simplement leur cour arrière. Deux semaines « off ». Ils emporteront avec eux un total de 221,5 millions de dollars en chèques de vacances, somme qu'ils devraient dépenser à 95 % dans la Belle Province.

ARIANE LACOURSIÈRE
ET FRÉDÉRICK LAVOIE

Un séjour au chalet, du camping entre amis, des visites touristiques en famille... À quelques heures du début des vacances de la construction, les travailleurs rêvent sur les chantiers du Québec. « Je vais dans un camping à Bromont avec mes deux enfants et ma femme. On va relaxer et se baigner », projette le contremaître Luigi Trignani.

L'opérateur Rosaire Dugas est quant à lui tout fébrile à l'idée d'aller pêcher à son chalet des Cantons-de-l'Est.

Selon un sondage de la Commission de la construction du Québec réalisé en 2005, 16 % des travailleurs vont se réfugier à leur chalet pendant les deux dernières semaines de juillet. Pendant ce temps, quelque 35 % partent à l'aventure.

Les voyageurs choisissent majoritairement des destinations québécoises. Les deux tiers prévoient rester dans la province alors que 8 % comptent visiter les États-Unis. Seulement 4 % disent vouloir se rendre dans un autre pays. « C'est parce qu'on veut garder notre argent ici ! » dit en rigolant le superviseur en santé et sécurité, Marcel Pedneault.

Le surintendant général Pierre Bernier fait partie de ceux qui quitteront le Québec. Il partira pour la région des Mille-Îles, avec sa famille, sur son bateau à moteur. « Nous irons un peu en Ontario, mais aussi aux États-Unis. Ça va être le paradis », dit-il. Passionné de navigation, il affirme que le prix de l'essence ne l'empêchera pas d'aller profiter de ses vacances dans les eaux du lac Ontario.

Drôle d'idée

Certains trouvent toutefois quelques côtés négatifs au concept des



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

Ne cherchez pas d'équivalent ailleurs au Canada, les travailleurs de la construction québécois sont les seuls au pays à déserter en bloc les chantiers en plein milieu de l'été. Et cela, non seulement au grand bonheur des gars de chantier, mais aussi de leurs patrons. Une tradition vieille de 26 ans.

DONNEZ AU SUIVANT, « EN DESSOUS DE LA COUVERTE »

Même si la tendance est à la baisse depuis 10 ans, 14 % du travail se fait toujours au noir dans le domaine de la construction. Un des fléaux : les gros enterpreneurs qui donnent en sous-traitance certaines tâches à de plus petits, qui à leur tour refilent le travail à d'autres et ainsi de suite. Jusqu'à ce que les travaux se fassent « plus à la job qu'à l'heure », explique André Martin, porte-parole de la Commission de la construction du Québec (CCQ). Et pendant les vacances de la construction, certains en profiteront pour effectuer de la pose de gypse, du plâtrage, de la peinture et de la pose de tapis, des métiers considérés comme « à risque » d'être pratiqués au noir. Le tiers des 150 inspecteurs de la CCQ veilleront au grain durant le congé pour épingler les entreprises fautives. Ils auront également pour tâche de s'assurer qu'aucun chantier ne demeure en activité, autres que ceux autorisés par la loi (résidentiel léger, travaux d'urgence, travaux de voirie). M. Martin souligne que plusieurs entrepreneurs ne sont tout simplement « pas au courant » qu'il leur est impossible de faire des travaux durant cette période. Au courant ou non, l'entreprise est passible d'une amende de 800 à 1600 $ par jour dans l'illégalité, alors que chaque travailleur doit acquitter une facture de 200 à 400 $.

— Frédérick Lavoie

Vingt-six ans de vacances

FRÉDÉRICK LAVOIE

« Les vacances de la construction, c'est juste pour nous autres ! » dirait la publicité. Ne cherchez pas d'équivalent ailleurs au Canada, les travailleurs de la construction québécois sont les seuls au pays à déserter en bloc les chantiers en plein milieu de l'été. Et cela, non seulement au grand bonheur des gars de chantier, mais aussi de leurs patrons. Une tradition vieille de 26 ans.

Fini les « vols » de vacances

À la fin de l'année 1970, le gouvernement du Québec adopta un décret obligeant les entrepreneurs à interrompre leurs travaux durant les deux dernières semaines complètes de juillet.

Fini les « vols » de vacances par les collègues. Depuis 1949, les travailleurs accumulaient des timbres à chaque paie, échangeables en argent au moment des vacances. Mais certains malins avaient pris l'habitude de dérober les timbres de leurs collègues, et, du même coup, leurs jours de congé.

Des avantages pour tous

À l'adoption du décret, les patrons ont protesté. Mais ce fut de courte durée. Ils se sont vite rendu compte que le principe comportait des avantages pour eux aussi. « La construction, c'est tout interdépendant », dit Mario Lessard, directeur des relations de travail à l'Association de la construction du Québec, qui réunit les entrepreneurs de la province. « Le fait de pouvoir arrêter tout en même temps facilite la coordination. »

Que tout le monde parte et revienne à la même date permet d'éviter la confusion et les erreurs sur le chantier, explique-t-il. Cela oblige aussi les employeurs à prendre congé eux-mêmes, sans craindre de se faire surclasser par un concurrent.

En 1997, le grand chantier de l'aluminerie Alcan, à Alma, avait obtenu une dérogation pour continuer les travaux pendant les deux dernières semaines de juillet. « Ça n'avait pas été populaire, autant chez les travailleurs que chez les employeurs », rappelle M. Lessard. Les approvisionnements en matériaux étaient plus complexes, les travailleurs plus fatigués.

Pourquoi ici ?

Et pourquoi la tradition n'existe-t-elle qu'au Québec ? « À cause du multi-syndicalisme », explique André Martin, porte-parole de la Commission de la construction du Québec (CCQ). Pour permettre à tous les travailleurs de la construction de la province d'obtenir les mêmes avantages – peu importe auquel des cinq syndicats ils sont affiliés –, le gouvernement du Québec a créé un organisme qui centralise la gestion de toutes les conditions de travail sur les chantiers.

Assurance dentaire, vacances, fonds de retraite, tout passe par la CCQ, peu importe l'employeur. C'est donc elle qui distribue les chèques de vacances à tout le monde en juillet.

Et cela est beaucoup plus simple pour l'entrepreneur aussi. M. Martin donne l'exemple de l'Ontario, « où sur un même chantier, l'employeur peut se retrouver avec 16 conventions collectives différentes », une pour chacun des métiers qui y sont exercés.



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

« Le fait de pouvoir arrêter tout en même temps facilite la coordination. Que tout le monde parte et revienne à la même date permet d'éviter la confusion et les erreurs sur le chantier », explique Mario Lessard, directeur des relations de travail à l'Association de la construction du Québec, qui réunit les entrepreneurs de la province. Cela oblige aussi les employeurs à prendre congé eux-mêmes, sans craindre de se faire surclasser par un concurrent.

VACANCES DE LA CONSTRUCTION

COUP DE MARTEAU

vacances simultanées pour tous les travailleurs. « Tous les endroits sont bondés de monde. Ma blonde voulait aller à la Ronde en fin de semaine. Je lui ai dit non. Pas pour les deux prochaines semaines. Ça va être la folie », raconte Dany Martel. Ce monteur d'acier originaire du Saguenay reconnaît toutefois que les deux semaines de vacances ont de bons côtés. « Je retourne dans ma région et j'ai la chance de voir tous mes amis. Tout le monde est en congé. Ça, c'est le *fun*. »

Le président de la compagnie Gestion énergétique F.T., François Tremblay, apprécie lui aussi l'idée de vacances communes. « Pour les patrons, c'est beaucoup plus facile à gérer. On ferme tous les chantiers, et ensuite on rouvre le tout », signale-t-il.

Carl Bourgoin, monteur d'acier, croit quant à lui que les vacances protègent les employés. « Si ça n'existait pas, je ne suis pas sûr que les patrons nous donneraient congé », soupçonne-t-il.

Pendant les deux prochaines semaines, 84 % des travailleurs de la construction seront en congé. Les autres devront attendre encore un peu, leurs vacances étant reportées à une date ultérieure, jusqu'à septembre pour certains. C'est le cas notamment de ceux qui travaillent dans la construction résidentielle ou sur les chantiers routiers, où l'on doit absolument profiter des mois d'été pour en faire le plus possible.

Pendant les deux prochaines semaines, 84 % des travailleurs de la construction seront en congé.

Le monteur d'acier Éric Simard devra travailler sur un pont lundi prochain. « Je vais faire ce petit contrat, mais après, je pars pour mon chalet au Lac-Saint-Jean. »

Même s'ils sont en congé, 30 % des travailleurs effectueront quelques travaux sur leur maison ou leur chalet. La moitié d'entre eux s'adonneront à la baignade, plus de 40 % à la pêche et quelque 35 % au vélo.

Dès le 31 juillet, tous retrouveront le chemin des chantiers. Mais pour l'instant, ils préfèrent penser à leur séance de pêche qu'à leur retour sur les grues.



PHOTO PATRICK SANFAÇON, LA PRESSE ©

Selon un sondage de la Commission de la construction du Québec réalisé en 2005, 16 % des travailleurs vont se réfugier à leur chalet pendant les deux dernières semaines de juillet. Pendant ce temps, quelque 35 % partent à l'aventure.

SÉCURITÉ SUR LES CHANTIERS

On ne passe pas !

ARIANE LACOURSIÈRE

Quand les entrepreneurs quitteront leurs chantiers cet après-midi, ils devront s'assurer que les lieux sont bien fermés.

« Ils ont la responsabilité de laisser un chantier sécuritaire pour la population. Les gros chantiers doivent être clôturés et bien identifiés », explique Luc Martin, de la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec.

Plusieurs patrons profitent donc de la dernière journée de travail pour vérifier la solidité des murs entourant leur chantier.

« J'ai donné congé à mes travailleurs aujourd'hui. Je rentre avec une ou deux personnes pour tout fermer », dit le contremaître Luigi Trignani.

Pendant les vacances, les citoyens qui remarquent un chantier dangereux peuvent formuler une plainte à la Commission de la santé et de la sécurité du travail (CSST).



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

Quand les entrepreneurs quitteront leurs chantiers cet après-midi, ils devront s'assurer que les lieux sont bien fermés. « Ils ont la responsabilité de laisser un chantier sécuritaire pour la population », explique Luc Martin, de la Corporation des entrepreneurs généraux du Québec.

G8 L'OPÉRATION CHARME DE POUTINE

LA RUSSIE ACCUEILLE

À la veille du sommet du G8 à Saint-Pétersbourg, le Kremlin tente de faire oublier le traitement qu'il réserve à l'opposition, de plus en plus harcelée par le pouvoir. Malgré tous ses efforts de relations publiques, une question teinte la rencontre de ce week-end : la Russie mérite-t-elle sa place au sein de ce club des grands ?

AGENCE FRANCE-PRESSE

MOSCOU — Le président russe Vladimir Poutine accueille demain à Saint-Pétersbourg ses pairs du G8 dans un contexte international chargé, du nucléaire iranien à l'embrasement entre Israël et le Liban, en passant par les missiles nord-coréens.

Le sommet aura été précédé par une rencontre bilatérale de M. Poutine avec son homologue américain George W. Bush ce soir.

Ce tête-à-tête s'inscrit parfaitement dans un scénario devant consacrer le retour de la Russie dans la cour des grands.

C'est la première fois que la Russie préside ce club informel des pays riches (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Italie et Japon) où elle fait figure d'étranger, son économie et son modèle politique différant sensiblement de ceux des autres. Avant que la violence n'explose à nouveau au Proche-Orient, avec les bombardements israéliens au Liban et les tirs du Hezbollah sur le nord de l'État hébreu, l'énergie figurait en tête de l'ordre du jour du G8.

Car depuis la petite « guerre du gaz » entre Moscou et Kiev l'hiver dernier, chacun défend sa vision de la « sécurité énergétique ». Sécurité de l'offre pour les uns, de la demande pour les autres.

Ainsi, les Occidentaux souhaitent participer à l'exploration des gisements sibériens et mettre fin au monopole du groupe géant Gazprom sur le transport de gaz russe.

Mais Moscou dit *niet*, tout en s'efforçant d'acquérir pour Gazprom des réseaux de distribution en Europe.

Le dossier énergétique risque d'être éclipsé par les problèmes plus immédiats du nucléaire iranien, des missiles nord-coréens et des tensions au Proche-Orient.

Sur les deux premiers points,

Le régime durcit le ton face aux opposants

FRÉDÉRICK LAVOIE

Depuis un mois, Olga Kournosova a reçu plusieurs « suggestions » au téléphone de quitter Saint-Pétersbourg durant le sommet du G8 pour que sa sécurité ne soit pas compromise. La voix anonyme lui recommandait de conseiller la même chose aux sympathisants du Front civil uni (FCU), le mouvement d'opposition fondé par l'ex-champion mondial d'échecs Garry Kasparov.

M^me^ Kournosova, qui dirige la section pétersbourgeoise du mouvement de Kasparov, s'estime tout de même chanceuse que les forces de l'ordre, à qui elle attribue ces appels, ne l'aient pas brutalisée. « Le leader du parti national bolchevique de Saint-Pétersbourg, lui, a eu un entretien avec la police, qui lui a mis de la pression physique et psychologique », relate-t-elle.

Une quarantaine d'opposants au régime du président Vladimir Poutine ont été arrêtés depuis une semaine, alors qu'ils se dirigeaient vers Moscou ou Saint-Pétersbourg pour participer à des rassemblements de l'opposition. Plusieurs autres ont été assaillis par des « inconnus » un peu partout au pays.

Profiter du G8

Pour les différents groupes anti-poutiniens, l'arrivée en terre russe de sept des dirigeants les plus influents de la planète cette semaine représente une occasion en or de se faire entendre. Ils comptent ainsi utiliser la présence de nombreux journalistes étrangers pour attirer l'attention de la communauté internationale sur les méthodes antidémocratiques de leur président.

« La Russie d'aujourd'hui est dirigée par un régime autoritaire. Ce n'est pas encore une dictature, mais ce n'est certainement pas une démocratie ! » lance Olga Kournosova.

Les traditionnelles manifestations annuelles contre le sommet du G8 porteront donc plus sur des questions de politique intérieure russe que sur les habituelles revendications altermondialistes.

Une grande manifestation est prévue à Saint-Pétersbourg demain, avec ou sans autorisation officielle. « Le pouvoir enfreint de toute façon lui-même les lois qu'il adopte », plaide Mme Kournosova.

Divisée et méconnue

Les plaintes des opposants au régime poutinien – qui jouit d'une cote de popularité dépassant souvent les 70 % – ne reçoivent toutefois qu'un écho très faible dans le pays.

Depuis l'arrivée au pouvoir de Vladimir Poutine en 2000, l'opposition a tenté à maintes reprises de s'unir, mais n'a jamais su mettre de côté ses différends idéologiques. Le parti libéral Iabloko et l'Union des forces de droite ont ainsi préféré boycotter la conférence Une autre Russie, organisée cette semaine par Garry Kasparov et des ONG états-uniennes. Raison : ils refusent d'être associés aux « fascistes » du parti national bolchevique.

« L'opposition doit s'entendre sur les façons d'implanter des institutions démocratiques durables, croit quant à elle Olga Kournosova. Tout le reste, l'orientation droite-gauche, ce n'est pas très important pour l'instant. Ce sera décidé plus tard, au retour à la démocratie. » « Ils ne sont pas capables d'obtenir l'appui populaire puisque leur accès aux médias de masse est extrêmement contrôlé », explique par ailleurs Maria Lipman, rédactrice en chef de la revue politique *Pro et Contra*, du centre Carnegie de Moscou.

« Ce n'est pas encore une dictature, mais certainement pas une démocratie. »

« Jamais le Kremlin ne laissera passer un homme comme Kasparov sur les chaînes de télévision fédérales. »

Elle ajoute que leur manque d'appui populaire n'est certainement pas étranger au peu d'espace médiatique qu'on leur consacre. « Quand Poutine a commencé son ascension vers la présidence, il avait un appui de 2 % », rappelle-t-elle.

Pas pour demain

Selon Mme Lipman, il est peu probable que l'opposition remporte un quelconque siège aux élections législatives de 2007, après quatre ans d'absence… à moins que tel soit le désir du président.

« Les seuls partis qui entreront au Parlement seront ceux dont le Kremlin veut bien. Son niveau de contrôle sur le processus politique lui permet de faire ça. Et si le Kremlin décide qu'il a besoin d'un parti libéral à la Douma, alors il y en aura un ! » explique-t-elle.

Le scénario d'un changement de pouvoir pacifique, à l'image de la révolution orange ukrainienne, est-il plausible en Russie ? « J'ai peur que nos dirigeants actuels ne soient jamais prêts à rendre le pouvoir par la voie des élections, dit Mme Kournosova. Malheureusement, il est donc très possible que d'autres options soient examinées. Mais ce serait bien mieux par la voie des élections. C'est une façon beaucoup moins dangereuse. »



PHOTO SERGEI KARPUKHIN, REUTERS

Les groupes contre le régime de Poutine ne sont pas exempts des défauts qu'ils dénoncent. Au cours de la conférence de l'opposition « Une autre Russie », qui avait lieu mardi et mercredi, plusieurs altercations ont eu lieu. Notamment l'expulsion musclée d'un partisan du président russe.



PHOTO DENIS SINYAKOV, AGENCE FRANCE-PRESSE

L'ancien champion du monde Garry Kasparov, à droite sur la photo, est l'un des leaders d'un mouvement de l'opposition. Il était notamment présent à la conférence Une autre Russie.

G8 L'OPÉRATION CHARME DE POUTINE

SON TOUT PREMIER G8

M. Bush cherchera à obtenir le soutien du G8 pour une position ferme, et notamment l'adoption de sanctions contre l'Iran, qui refuse toujours d'abandonner ses activités d'enrichissement d'uranium. Un pas dans cette direction a été franchi mercredi soir, avec l'accord des grandes puissances pour renvoyer le dossier au Conseil de sécurité de l'ONU.

Afin de gagner la Russie à sa cause, le président américain pourrait lui offrir à Saint-Pétersbourg une vaste coopération dans le domaine nucléaire et notamment en matière de retraitement des déchets.

La Corée du Nord

Quant aux sanctions contre Pyongyang, exigées par le Japon, Washington semble s'en éloigner, la Russie et la Chine ayant à cet égard présenté une offre de compromis à l'ONU mercredi.

Face à la situation très tendue entre Israël et le Liban, les Huit devraient lancer un nouvel appel à la retenue.

Ce soir, la rencontre bilatérale russo-américaine pourrait servir de cadre à l'annonce de l'accord de Washington en vue de l'entrée de la Russie à l'Organisation mondiale du commerce (OMC)

À la veille de l'arrivée de M. Bush, tandis que les négociateurs des deux pays se rencontraient à Moscou, le ministre russe des Finances Alexeï Koudrine a fait état d'avancées notables vers un accord tandis que Washington se montrait plus prudent.

Les numéros 1 chinois, indien, brésilien, mexicain, sud-africain et kazakh seront présents à Saint-Pétersbourg et rencontreront tant M. Poutine que certains de leurs homologues. Ils pourraient pousser à une relance des négociations à l'OMC sur la libéralisation du commerce.

Droits humains en Russie

Enfin, dans ce ballet diplomatique et économique complexe, une place devrait être réservée aux problèmes de la démocratie et des droits de l'homme en Russie, qui suscitent des questions et des critiques, aux États-Unis notamment.

Lors d'une offensive médiatique qui l'a vu ces derniers jours accorder des interviews à plusieurs grandes télévisions occidentales, le président russe les a rejetées par avance, affirmant en substance qu'il s'agissait d'une ingérence dans les affaires intérieures de la Russie.

SOMMET DU G8
Suivez les préparatifs du sommet de Saint-Pétersbourg sur **www.cyberpresse.ca**

Maquillage extrême en Russie

Le cabinet de Poutine a embauché des relationnistes américains

ADÈLE SMITH
COLLABORATION SPÉCIALE

MOSCOU — Des militants arrêtés par des policiers en civil en plein forum de l'opposition, cela fait mauvais genre pour un pays sous le feu des médias à quelques jours de la rencontre annuelle du G8. Surtout quand ce pays est la Russie et que ses dirigeants font tout ce qu'ils peuvent pour améliorer son image auprès de l'Occident.

La scène s'est passée mardi au forum Une autre Russie, qui réunissait pendant deux jours à Moscou des grands noms de la défense des droits de l'homme comme l'ancien dissident Sergei Kovalev et les figures de l'opposition comme l'ancien champion d'échecs Garry Kasparov.

Ce qui n'arrange rien pour l'image du Kremlin, c'est quand le sherpa russe du G8, Igor Chouvalov, conseille aux ambassadeurs étrangers de ne pas se présenter au forum en question et que ceux-ci bravent ses recommandations.

L'ambassadeur canadien Christopher Westdal était là et a justifié sa présence ainsi : « Nous sommes ici pour montrer notre intérêt, notre soutien et notre reconnaissance des processus démocratiques en Russie. »

SOS Ketchum

Le Kremlin se met donc une fois de plus en porte-à-faux sur le dossier de la démocratie, vecteur de son image en Occident. Ce qui doit faire s'arracher les cheveux aux faiseurs d'images de Ketchum, l'agence de relations publiques américaine chargée de la communication de la Russie au G8.

Le Kremlin a bien besoin de gourous car jamais son image n'a été aussi ternie en Occident. Les dirigeants russes disent d'ailleurs que les médias occidentaux véhiculent des clichés de la guerre froide sur leur pays.

C'est en janvier dernier que la situation s'est vraiment détériorée quand la Russie a coupé le gaz à l'Ukraine, faisant dire à ses critiques qu'elle utilise l'arme énergétique comme moyen de pression politique.

Le Kremlin n'a eu de cesse de justifier ce geste par des arguments économiques, mais le message n'a pas passé. « Si nous avions eu une agence de communication à l'époque, cela aurait été différent », a fait remarquer par la suite Dimitri Peskov, un porte-parole du Kremlin.

Au printemps, ce dernier a donc signé un contrat évalué à près de huit millions de dollars avec Ketchum et son équipe de 50 gourous dans neuf pays.

Fin 2005, l'agence d'information et de relations publiques du gouvernement, Ria Novosti, avait aussi lancé une chaîne d'information internationale en anglais, *Russia Today,* pour offrir une « vision différente de la Russie », selon les propos de sa rédactrice en chef, Margarita Simonian.

Et depuis un mois, les médias habitués aux sempiternels « pas de commentaires » du Kremlin se voient soudain assaillis de coups de téléphones et d'invitations diverses.

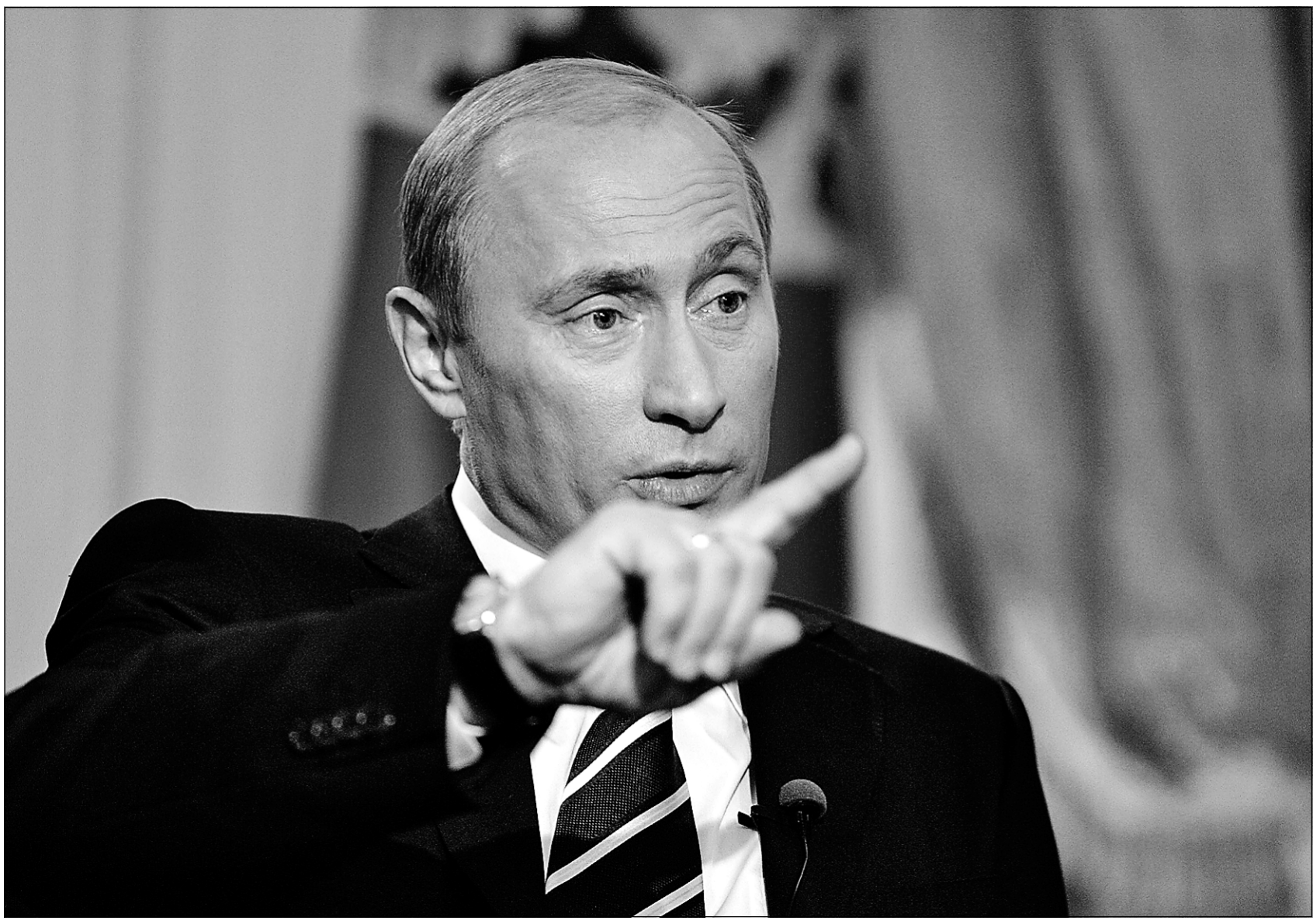


PHOTO REUTERS ©

Points de presse hebdomadaires, nouveaux sites Internet, annonces quotidiennes, la culture du secret semble révolue au Kremlin. Même le mystérieux idéologue Vladislav Sourkov, l'un des personnages les plus puissants de l'entourage du président, a récemment accordé une entrevue à des journalistes étrangers.

Opération charme

Points de presse hebdomadaires, nouveaux sites Internet, annonces quotidiennes, la culture du secret semble révolue au Kremlin. Même le mystérieux idéologue Vladislav Sourkov, l'un des personnages les plus puissants de l'entourage du président, a récemment accordé une entrevue à des journalistes étrangers.

Quant à Poutine, il clavarde sur Internet, s'affiche avec son labrador Koni et même avec les ONG, qu'il vient pourtant de mettre au pas.

Pour Lorraine Millot, correspondante du journal *Libération* à Moscou, à défaut de convaincre, les efforts des dirigeants russes ont au moins un avantage, ils font comprendre leur « mode de pensée et les positions qu'ils comptent défendre dans le monde ».

Et à quelques jours du G8 consacré à la sécurité énergétique, le message est clair: « La Russie est de retour dans la cour des grands et il est temps de l'écouter. »

Mais si le mélange de fermeté et de charme affiché par Vladimir Poutine dans sa campagne intensive de communication permet de faire passer le message, il n'est pas certain que celui-ci améliore vraiment l'image de la Russie.

« Les gens du Kremlin ne jurent que par le *PR* (pour *public relations*), comme ils disent en roulant le «R», explique Arkady Ostrovsky, correspondant du *Financial Times* à Moscou. Mais au bout du compte, ils seront jugés sur leur actes. »

Même chez Ketchum, on émet des doutes. « Certains croient qu'ils peuvent payer des médias occidentaux pour écrire des articles positifs sur la Russie », confie une source proche de l'équipe de Ketchum à Saint-Pétersbourg.

Poutine le dangereux...

Le philosophe et essayiste français André Glucksmann, qui vient de publier ses mémoires (*Une rage d'enfant*, éditions Plon), dénonce sans ambages la politique, qu'il qualifie d'« autoritaire et sanguinaire », du président russe Vladimir Poutine. Une entrevue réalisée par notre collaborateur Elias Levy, à la veille de la rencontre du G8 à Saint-Pétersbourg.

Q *La Presse*: D'après vous, Vladimir Poutine constitue une grande menace pour les démocraties occidentales et la stabilité géopolitique mondiale.

R André Glucksmann: Poutine, dont la tentation totalitaire est de plus en plus flagrante, est un véritable pompier pyromane. En l'adoubant au nom d'une immaculée alliance des États contre le terrorisme, les démocraties occidentales, dont les États-Unis, jouent soigneusement sur les mots. En avalisant les mensonges et les bains de sang où il patauge sans réticences ni scrupules, « l'Europe est tombée bien bas, jusqu'à se profaner », comme le regrette à Moscou la journaliste Anna Politkovskaïa. Pendant que les gouvernements occidentaux se cantonnent dans un mutisme abyssal, au Kremlin, Poutine et ses séides poursuivent leur politique du pire.

Q La politique de Poutine vous inquiète tout autant que les desseins politiques et nucléaires de l'actuel président de l'Iran, Mahmoud Ahmadinejad?

R Absolument. Ahmadinejad est aussi une grande menace pour le monde démocratique. Mais cet autocrate intransigeant est interpellé et sermonné par l'Occident. Il fait parler de lui. La crise iranienne n'est pas un secret d'État. Elle est l'objet de vifs débats. On s'en inquiète, mais c'est un dossier transparent. Par contre, on s'inquiète beaucoup moins de Poutine l'autocrate. Et, on ne s'inquiète pas du tout des Tchétchènes, qui n'ont pas le droit à la parole, sauf s'ils peuvent passer pour des criminels sanguinaires.

Q Vous reprochez aux Occidentaux, notamment aux Européens, leur complaisance à l'endroit de Poutine et leur indifférence face aux revendications nationales tchétchènes.

R Pendant que Poutine est encensé, les Tchétchènes sont exécrés! Pourquoi on ne manifeste pas aujourd'hui en Europe occidentale pour les droits bafoués des Tchétchènes? Ce pénible constat m'incite à conclure que les imposantes manifestations qui ont eu lieu contre l'intervention militaire anglo-américaine en Irak n'étaient pas des rassemblements de pacifistes sincères, mais des manifestations anti-américaines. Pourquoi on ne manifeste pas dans les villes européennes pour que cessent les attaques meurtrières russes contre le peuple tchétchène? Tout simplement parce que les États-Unis ne sont pas cette fois-ci dans le coup!

LA RUSSIE C'EST

142 millions d'habitants
Croissance démographique: – 0,37 %
Espérance de vie: 67,08 ans (60,4 pour les hommes, 74,1 pour les femmes)
Taux de fertilité: 1,28 enfant par femme
Groupes ethniques: 79 % de Russes, 3,8 % de Tatars, 2 % d'Ukrainiens, 12 % non spécifiés
Taux d'alphabétisation: 99,6 %
Taux de croissance: 6,4 %
PNB par habitant: 11 100 $US

ACTUALITÉS

Trois militaires tués dans l'écrasement d'un hélicoptère

L'accident s'est produit au large de la Nouvelle-Écosse

LAURA-JULIE PERREAULT

Ce qui devait être un banal exercice de sauvetage a tourné au drame hier. Trois militaires canadiens ont trouvé la mort quand l'hélicoptère Cormorant dans lequel ils se trouvaient s'est subitement écrasé.

L'incident n'a pas eu lieu en Afghanistan, mais au large de la Nouvelle-Écosse, à proximité de Canso.

L'hélicoptère de construction italo-britannique, dont les forces armées canadiennes ont fait l'acquisition en 2000, est tombé dans les eaux de l'Atlantique une trentaine de minutes après minuit, dans la nuit de mardi à mercredi.

Le sergent Dwayne Brazil, 39 ans, le caporal Kirk Noel, 33 ans et le caporal Trevor McDavid, 31 ans, ont tous péri. Deux d'entre eux étaient ingénieurs de vol alors que le troisième était technicien en recherche et sauvetage.

Le capitaine Gabriel Ringuette, le sergent Martin Francis-Maloney, le capitaine Ronald Bush et le major Gordon Ireland, qui étaient aussi à bord de l'appareil, ont survécu à l'accident. Ils ont été transportés à l'hôpital. Ils sont hors de danger.

Au moment de l'accident, l'équipage était en plein exercice de sauvetage. De nuit, le Cormorant devait s'approcher d'un bateau, le *Four Sisters*, à bord duquel d'autres membres des forces armées canadiennes se trouvaient, afin de procéder à un hélitreuillage.

Selon la chaîne Global, des témoins ont vu l'hélicoptère s'incliner vers la droite, puis piquer du nez. « C'était tellement rapide que personne n'a eu le temps de dire quoi que ce soit », a témoigné Billy Bond, qui était à bord du *Four Sisters*.



PHOTO ANDREW VAUGHAN, PRESSE CANADIENNE

La carcasse de l'hélicoptère a été récupérée par un bateau de la Garde côtière et ramenée à Mulgrave, port de la Nouvelle-Écosse.

Selon l'armée, l'appel au secours n'est pas venu de l'équipage, mais de la Garde côtière.

L'hélicoptère a été récupéré par un bateau de la Garde côtière, le *Earl Grey*. Les corps des trois victimes ont aussi été repêchés.

Enquête en cours

Malgré la présence des survivants et de témoins, les forces armées canadiennes disaient ignorer les causes de la tragédie hier. Une enquête a été ouverte hier. « Nous devons attendre les résultats de l'enquête. Nous ne savons rien », a dit l'officier Thomas Hughes, commandant du 413e escadron de transport et de sauvetage de l'armée, impliqué dans l'accident. Ce dernier ne pouvait retenir ses larmes lors du point de presse. « Nous avons perdu trois membres de notre famille », a dit l'officier entre deux sanglots.

Le premier ministre canadien Stephen Harper et le ministre de la Défense, Gordon O'Connor, ont eux aussi exprimé leur tristesse hier et ont offert leurs condoléances aux familles des défunts.

Feuille de route entachée

Cet incident n'est pas le premier dans lequel un hélicoptère CH-149 Cormorant est impliqué. Des fuites d'essence dans le réservoir ont été à la base d'un premier moratoire en 2004. Des fissures dans le fuselage avaient aussi soulevé des inquiétudes la même année. La flotte de Cormorant, composée de 15 appareils, a aussi été clouée au sol pendant deux mois après qu'un hélicoptère semblable, utilisé par l'armée britannique, se soit écrasé.

Malgré cette feuille de route, les représentants de l'armée soutenaient hier accorder leur confiance aux appareils. « Nous allons faire une étude poussée des risques, mais pour l'instant, nous avons confiance en nos aéronefs », a dit le lieutenant-colonel Steve Brabant hier matin.

L'armée a d'ailleurs décidé de ne pas bannir les Cormorant. Les appareils seront utilisés avec parcimonie jusqu'à la fin de l'enquête, mais continueront de voler. Selon les experts des affaires militaires, cette décision n'est pas anodine. « Ça donne l'impression qu'une erreur de pilotage est peut-être derrière l'accident », disait hier Yves Bélanger, professeur de science politique à l'UQAM et membre du Groupe de recherche sur l'industrie militaire.

Officier à la retraite, Rémi Landry note que le pilotage de ces hélicoptères est extrêmement difficile. « Pour faire un sauvetage, l'appareil doit s'approcher de l'endroit visé et se stabiliser. Ça demande énormément de concentration », expliquait-il hier.

Un imam montréalais passible d'expulsion

Saïd Jaziri conteste les méthodes du gouvernement

LAURA-JULIE PERREAULT

L'imam montréalais qui a organisé l'hiver dernier une manifestation controversée pour dénoncer la publication des caricatures de Mahomet pourrait être expulsé du Canada. Le 22 juin dernier, Saïd Jaziri a en effet perdu le statut de réfugié qu'il avait acquis en mai 1998.

Cette décision a été rendue le mois dernier par le commissaire Michel Jobin de la Commission de l'immigration et du statut de réfugié (CISR). Selon la Loi sur l'immigration, un statut de réfugié peut être annulé si les autorités canadiennes, après enquête, sont capables de prouver que l'individu a fait « une présentation erronée sur un fait important » lors de l'étude originale de son dossier.

Le porte-parole de l'Agence des services frontaliers, Robert Gervais, notait hier qu'il n'est pas autorisé à dévoiler les détails du cas Jaziri. L'imam de la mosquée Al-Qods, qui a lui-même contacté *La Presse* pour annoncer la décision du commissaire, refusait pour sa part de dévoiler le contenu de la décision. Il rappelait cependant que les autorités canadiennes l'ont confronté sur l'existence d'un casier judiciaire en France, dossier dont M. Jaziri n'avait pas fait mention en 1998.

La décision rendue le mois dernier n'a pas du tout satisfait l'imam. « Les audiences de la CISR ont été très longues et le juge n'a pris que ce qui faisait son affaire », affirmait hier M. Jaziri. Il compte en appeler de cette décision au cours des prochains jours.

L'imam dénonce notamment le fait que le gouvernement a répondu à une demande d'accès à l'information qu'il a faite en 2005 seulement après les audiences de la CISR. « (Les autorités) ont 30 jours pour donner une réponse. Ça leur en a pris 334. Je ne voulais pas comparaître devant le commissaire avant de savoir ce qu'il y avait dans mon dossier. Je n'ai pas pu le faire », déplore-t-il.

Originaire de la Tunisie, M. Jaziri dit craindre la torture et l'emprisonnement s'il est retourné dans son pays d'origine. « Immigration Canada le reconnaît, je suis un opposant au régime tunisien. Pourquoi me retourneraient-ils là-bas ? » demande-t-il.

Le leader religieux croit avoir une réponse à sa propre question. Ses problèmes avec Immigration Canada ont commencé quelques mois après qu'il eut rendu public son projet de doter Montréal d'une grande mosquée. « Je n'ai rien fait et je paye la facture de ben Laden ! » s'exclame-t-il.

Saïd Jaziri a fondé la mosquée Al-Qods en 2000. Cette mosquée, située rue Bélanger, est fréquentée par des musulmans francophones de Montréal. En octobre 2005, lorsqu'il a reçu une première lettre de l'Agence des services frontaliers lui annonçant que son statut de réfugié était remis en cause, il s'est barricadé dans sa mosquée. Il en est cependant ressorti quelques semaines plus tard.

VENTE AUX ENCHÈRES PUBLIQUES

Mason & Risch
Piano à queue

EXPOSITION
Les sam. et dim. 15 et 16 juillet, de 10 h à 17 h
VENTE AUX ENCHÈRES
Le dimanche 16 juillet à 13 h, et
du lundi 17 au jeudi 20 juillet à 19 h
(chaque soir)

Oeuvres d'art
Robert Pilot
Marcelle Ferron
CommodeLouis XV
Surrey House
XVIIIe siècle
Minton
Articles militaires
Monnaies
Jaeger LeCoultre
Arthur Lismer
13,96 cts
Aigue-marine
Sélection de lustres
2,81 cts
Diamant
IWC ROLEX CARTIER
Façades de cheminée
en marbre
Bracelet à rubis et diamants
Tapis persans
Ouvert au public ! Tous sont invités !
EMPIRE
5500, rue Paré
www.empireauctions.com
(514) 737-6586
3416832A

La mise en liberté de Mohamed Harkat maintenue

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA—La Cour fédérale d'appel s'est opposée hier à la volonté du gouvernement fédéral, qui souhaitait que Mohamed Harkat, soupçonné de sympathie pour la cause des terroristes, retourne en prison.

Les trois juges du tribunal ont reproché au gouvernement d'avoir tardé à agir dans le dossier de Mohamed Harkat, ajoutant que les trois années passées par ce dernier derrière les barreaux sans avoir été accusé de quoi que ce soit représentaient une « une longue période de temps injustifiable ».

La Couronne avait fait appel de la libération en mai de Mohamed Harkat, mis en liberté à la condition qu'il respecte de sévères conditions. Le tribunal a autorisé la tenue d'un examen de ces conditions.

Mohamed Harkat avait été placé en état de détention en vertu d'un certificat de sécurité délivré par le fédéral, qui le soupçonne d'entretenir des liens avec le réseau terroriste Al-Qaeda d'Oussama ben Laden. La Cour fédérale d'appel a rendu sa décision avant même d'avoir entendu les arguments des avocats de Mohamed Harkat.

« La cour a jugé l'appel sans fondement. On ne nous a pas demandé de soumettre notre argumentation. Cela arrive lorsqu'un dossier est sans fondement », a affirmé Matt Weber, l'un des avocats de Mohamed Harkat.

Ravi, Mohamed Harkat a dit ne pas comprendre pourquoi le gouvernement avait fait appel de sa libération, compte tenu des conditions de mise en liberté lui ayant été imposées.

L'ancien livreur de pizza d'Ottawa est essentiellement confiné à son domicile. Il doit également porter un bracelet bipeur permettant aux autorités de surveiller le moindre de ses déplacements.

« Je ne sais pas pourquoi le gouvernement souhaite me renvoyer en prison. Je suis déjà en prison », a-t-il dit à la suite de l'audience.

Céline Dion chantera au club Le Mirage pour venir en aide aux enfants

VINCENT BROUSSEAU-POULIOT

Tout le Québec inc. se donne rendez-vous ce soir chez ses deux membres les plus célèbres, Céline Dion et René Angélil.

De retour au Québec depuis le 11 juillet, la chanteuse a accepté d'interrompre ses vacances pour donner un concert-bénéfice privé au club de golf Le Mirage, propriété du couple Dion-Angélil depuis 1997. Intitulé *Céline pour les enfants* et précédé d'un tournoi de golf, le concert permettra de remettre un million de dollars à trois fondations pour enfants. Environ 600 personnes sont attendues en fin de soirée pour entendre Céline Dion accompagnée de ses choristes, de Garou et de Marc Dupré.

Voilà cinq mois que le couple Dion-Angélil a eu l'idée d'organiser une telle soirée durant ses vacances annuelles au Québec. « À l'occasion du 500e spectacle de Céline à Las Vegas, nous avons remis un million de dollars à 10 organismes de Las Vegas. On s'est alors dit que ce serait bien de faire quelque chose pour le Québec. Et les causes qui touchent les enfants nous tiennent à cœur », dit René Angélil.

Un coup de fil à leur ami Jacques Ménard, président de BMO Groupe Financier, et le tour était joué. Les billets n'ont pas été mis en vente : ils ont été offerts à leurs amis, en privé. « On est très heureux de compter sur le support du milieu des affaires du Québec », dit M. Angélil.

Forfaits à 25 000 $

Le forfait le plus modeste, à 15 000 $, inclut quatre départs de golf ainsi que huit invitations pour le souper et le concert. Le deuxième forfait, à 25 000 $, comprend le premier forfait en plus de 12 invitations supplémentaires pour le concert.

À la fin de la soirée, le couple Dion-Angélil espère remettre un million de dollars à trois fondations : la Fondation de l'hôpital Sainte-Justine, l'Association québécoise pour la fibrose kystique et la Fondation Céline-Dion.

Le tournoi de golf commencera ce matin dès 9 h sur les allées du club de golf Le Mirage, à Terrebonne. Entre 17 h et 18 h, la salle à manger du Mirage accueillera les convives. Le spectacle commencera à 20 h 30 dans un chapiteau aménagé spécialement pour l'événement.

La chanteuse, qui a donné la dernière représentation de son spectacle *A New Day* le 9 juillet dernier, est en vacances jusqu'au 10 août, date de sa prochaine représentation au Caesars Palace de Las Vegas. « Ce n'est qu'un soir, dit M. Angélil. Nous pourrons nous reposer ensuite et nous voulons faire quelque chose pour le Québec. Ça nous fait plaisir. »

Une fois sa prestation terminée, Céline Dion poursuivra ses vacances au Québec en compagnie de son mari René Angélil et de leur fils René-Charles, 5 ans et demi. « Nous n'avons pas vraiment de plans. Nous voulons voir nos familles. Juste le fait d'être ici, chez nous, au Québec, on se sent bien », dit M. Angélil.



PHOTO BERNARD BRAULT, LA PRESSE ©

Céline Dion sera entre autres acccompagnée de Marc Dupré pour le concert-bénéfice de ce soir.



PHOTO ARMAND TROTTIER, LA PRESSE ©

L'avocat Claude F. Archambault, qui a sa photo au dos de l'annuaire des Pages Jaunes, voit maintenant la Ville de Montréal lui réclamer plus de 145 000 $ en taxes impayées.

Claude F. Archambault a aussi la Ville de Montréal à ses trousses

CAROLINE TOUZIN

L'avocat Claude F. Archambault n'a pas que le fisc à ses trousses. La Ville de Montréal lui réclame quelque 146 000 $ en taxes impayées, a appris *La Presse*.

Maître Archambault doit plus précisément 71 877 $ en taxes, 73 477 $ en intérêts et 673 $ en frais d'administration pour un total de 146 028 $ à ce jour, peut-on lire sur le relevé d'impôt foncier de son cabinet de la rue Le Royer, dans le Vieux-Montréal.

Cette somme s'ajoute aux 834 987 $ que lui réclame Revenu Canada, pour des impôts impayés entre autres. L'avocat, qui s'est fait connaître en défendant des vedettes québécoises, dont Michèle Richard, a récemment fait l'objet d'un bref de saisie accordé par la Cour fédérale.

Maître Archambault n'a pas payé ses taxes à la Ville de 1994 à 2002. En 2003, il est rentré dans le rang et a recommencé à payer. C'est ce qui empêche la Ville de procéder à des saisies. « Tant qu'on reçoit des paiements, on ne fait pas de saisie. Beaucoup de gens ne paient pas, mais d'aussi gros dossiers, c'est très rare. On n'en a pas 10, des dossiers comme ça », a expliqué un employé de la Ville qui a requis l'anonymat.

La Ville a obtenu un jugement à la cour municipale pour les comptes en souffrance de M. Archambault. « Le tout a été transféré à notre service du contentieux pour le suivi du dossier », a confirmé la chargée de communication au service des finances, Denise Paré.

L'avocat qui a sa photo au dos de l'annuaire des Pages Jaunes n'a pas commenté, hier. Il serait en vacances depuis la fin du mois de juin.

Dans le cas de Revenu Canada, le bref a été accordé lundi. Le lendemain, des huissiers se seraient présentés à son cabinet du Vieux-Montréal, mais rien n'aurait été saisi. Le document visait aussi de luxueuses résidences lui appartenant, situées à Brossard et à Saint-Roch-sur-Richelieu. Le litige remonterait au moins à juillet 2005.

Claude F. Archambault, en plus de défendre son ancienne conjointe Michèle Richard, a été l'avocat de l'animateur de radio Gilles Proulx et de Guy Cloutier dans sa cause contre Nathalie Simard, avant que l'impresario décide d'opter pour un règlement à l'amiable.

ACTUALITÉS



PHOTO FRANK GUNN, PRESSE CANADIENNE

Gérard Kennedy serait le candidat à la direction du Parti libéral du Canada à avoir été cherché le plus grand nombre de nouveaux membres.

Cartes de membre du Parti libéral du Canada

Gérard Kennedy serait en avance

NATHAËLLE MORISSETTE

Contre toute attente, Gérard Kennedy, ancien ministre dans le gouvernement ontarien, serait le candidat dans la course à la direction du Parti libéral du Canada (PLC) à avoir vendu le plus grand nombre de cartes de membre.

Selon le *Toronto Star*, M. Kennedy serait en tête. Il a toutefois été impossible de confirmer cette information auprès des organisateurs de la campagne de Gérard Kennedy. De son côté, la direction du Parti libéral refuse de commenter. « Ce ne sont que de pures spéculations », a déclaré hier le directeur national du PLC, Steven Mackinnon.

Les 11 aspirants au trône avaient jusqu'au 4 juillet pour tenter d'aller chercher de nouveaux supporteurs et faire en sorte que ces membres influent sur le choix d'un nouveau chef. La direction du PLC devrait révéler les chiffres aujourd'hui ou au début de la semaine prochaine.

Néanmoins, selon le quotidien torontois, l'ancien ministre de l'Immigration, Joe Volpe, aurait également réussi à tirer son épingle du jeu en recrutant 35 000 nouveaux membres. C'est du moins ce que disent ses organisateurs.

Par ailleurs, Gérard Kennedy aurait particulièrement bien fait en Colombie-Britannique en vendant quelque 4000 cartes, suivi par l'ancien premier ministre ontarien, Bob Rae, et l'ex-ministre de l'Environnement, Stéphane Dion, qui auraient recruté chacun 1500 nouveaux membres.

Au Québec, Joe Volpe remporterait la palme avec 4000 cartes vendues. L'ancien professeur de Harvard Michael Ignatieff aurait recruté plus de 2000 membres, Stéphane Dion, le seul candidat en provenance du Québec, en aurait attiré 1300.

Du côté de l'équipe de Michael Ignatieff –considéré comme l'un des favoris dans la course–, on se garde bien de commenter les chiffres dévoilés par le *Toronto Star* ainsi que la performance de Gérard Kennedy.

« Je serais surpris que ce soit M. Kennedy qui ait recruté le plus de membres au pays, s'est contenté de répondre le député libéral Pablo Rodriguez, président de la campagne de M. Ignatieff au Québec. Mais je suis très mal placé pour commenter les chiffres car je ne connais pas réellement les chiffres des autres campagnes. Je ne peux même pas spéculer. Je n'ai aucune idée si ces chiffres sont véridiques ou non. »

Pour sa part, Stéphane Dion fait peu de cas des chiffres révélés dans les médias. Il préfère se concentrer sur sa campagne. « Je suis sur le terrain, je téléphone à plein de gens, je rencontre des libéraux partout et je suis très fier de mon équipe », a-t-il mentionné au cours d'un entretien téléphonique avec *La Presse*.

Le prochain chef du Parti libéral sera élu en décembre à l'occasion d'un congrès qui aura lieu à Montréal.

VIOLENCE CONJUGALE

Les jeunes femmes dénoncent davantage leur conjoint

GABRIEL BÉLAND

Les jeunes femmes victimes de violence conjugale se plaignent plus à la police que leurs aînées. Elles sont par ailleurs trois fois plus susceptibles d'être tuées par leur conjoint.

La moitié des victimes de violence de 15 à 24 ans dénoncent leur conjoint à la police. Par contre, seul le tiers des femmes de plus de 35 ans font de même. C'est ce que révèle une étude de Statistique Canada publiée hier et répertoriant 200 000 plaintes pour violence conjugale déposées en une décennie.

Ce taux élevé est surprenant, notent les chercheurs, car les jeunes signalent en général moins les crimes à la police.

« C'est que les jeunes femmes ont été sensibilisées à cette question », estime la présidente sortante du Regroupement provincial des maisons d'hébergement et de transition pour femmes victimes de violence conjugale, Liette Brousseau. « Les plus vieilles générations avaient une attitude plus passive, plus résignée face à la violence domestique. Les jeunes, elles, n'acceptent pas. »

« Les plus vieilles générations avaient une attitude plus passive, plus résignée face à la violence domestique. Les jeunes, elles, n'acceptent pas. »

L'étude conclut par ailleurs que les jeunes femmes de 15 à 24 ans sont plus souvent tuées par leur conjoint. « Le taux d'homicides contre ces jeunes femmes était le plus élevé de tous les taux d'homicides contre des femmes, et de trois fois supérieur au taux global de femmes victimes d'un homicide aux mains de leur conjoint », peut-on lire dans le document.

La violence chez les jeunes touche aussi les enfants. Les couples de cette même tranche d'âge ne représentent que 2 % de tous les parents. Or, ils sont responsables de 60 % des homicides sur des nourrissons.

Par ailleurs, moins les revenus sont élevés, plus on contacte la police. Les femmes dont le revenu du ménage est inférieur à 30 000 $ sont près de deux fois plus susceptibles de prendre contact avec la police que les autres.

Dans l'ensemble, l'étude indique que la police prend les cas de violence conjugale au sérieux. Dans 84 % des cas de cette nature signalés, des accusations ont été portées. Pour l'ensemble des crimes violents, cette proportion est plutôt de 47 %.

Mais l'intervention des policiers ne se traduit pas par la fin des sévices. La violence diminue après une plainte dans seulement 21 % des cas. Les agressions sont similaires pour 63 % des victimes, et 15 % d'entre celles qui ont eu recours à la police voient la violence s'intensifier.

Selon une précédente enquête de Statistique Canada, 7 % des femmes et 6 % des hommes dans une relation conjugale se disent victimes de violence de la part de leur conjoint.

Un septième cas de vache folle au Canada

AGENCE FRANCE-PRESSE

OTTAWA — Le Canada a annoncé hier la découverte d'un nouveau cas de maladie de la vache folle, le septième détecté sur son territoire depuis 2003 et le quatrième depuis le début de l'année.

« La présence de l'encéphalopatie spongiforme bovine (ESB) a été détectée chez une vache laitière de 50 mois de la région d'Edmonton dans la province d'Alberta », a indiqué le Dr Christiane Allard, de l'Agence canadienne pour l'inspection des aliments (ACIA).

La vache infectée est donc née cinq ans après l'interdiction, en 1997, de l'utilisation des farines animales dans l'alimentation des ruminants. C'est la vache la plus jeune frappée par l'ESB au Canada, a indiqué Mme Allard.

La carcasse a été complètement incinérée et aucune partie de l'animal n'est entrée dans les chaînes alimentaires humaine et animale, a indiqué l'ACIA.

Les enquêteurs de l'ACIA ont localisé la ferme où la vache est née et où elle se trouvait toujours lorsque la maladie a été détectée. Ils « s'efforcent désormais de retrouver les autres bovins nés dans les 12 mois qui précèdent et qui suivent la naissance de l'animal infecté », a expliqué le Dr Allard.

170 animaux seront testés

Quelque 170 animaux ont été ciblés par les vétérinaires de l'ACIA et seront testés. Une enquête sur les aliments consommés par le bétail de la ferme a été « élargie pour inclure toutes les sources d'aliments possibles et les autres lieux d'où proviennent ces aliments du bétail », a dit le Dr Allard.

Les scientifiques considèrent que l'ESB est transmise par des farines animales elles-mêmes contaminées. Comme on lui demandait s'il n'était pas inquiétant qu'une vache soit frappée par la maladie cinq ans après l'interdiction des farines, un autre responsable de l'ACIA, le Dr George Luterbach, a fait valoir que cela a aussi été le cas dans d'autres pays touchés par la maladie de la vache folle. « Cela pourrait être dû au fait qu'il est demeuré des quantités résiduelles d'ESB dans le système alimentaire », a-t-il dit.

BOIS D'OEUVRE

Au Parlement de décider, dit Emerson

ISABELLE RODRIGUE
PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — L'opposition vive à l'endroit de l'entente avec Washington sur le bois d'oeuvre ne semble pas ébranler le ministre du Commerce international, David Emerson, qui est allé jusqu'à dire, hier, qu'il ne laisserait pas de droit de veto à l'industrie canadienne pour qu'elle bloque l'adoption de l'accord.

En téléconférence, le ministre a fait valoir que le sort de l'entente sera ultimement scellé au Parlement, au cours d'un vote sur le projet de loi que le gouvernement entend déposer dès la reprise des travaux, à la mi-septembre.

Pourtant, des représentants de l'industrie affirment depuis des jours que l'industrie aurait les moyens de bloquer l'adoption de l'entente, et ce, de deux façons. D'une part, les entreprises pourraient refuser de retirer leurs poursuites judiciaires et, de l'autre, elles pourraient refuser de renoncer à leurs droits légaux sur l'argent versé en pénalités. Une clause stipule que les entreprises canadiennes, représentant au moins 95 % des sommes versées en pénalités, doivent renoncer à leurs droits légaux sur cet argent pour que l'accord soit entériné.

« C'est ce que nous ont dit les fonctionnaires fédéraux qui nous ont expliqué l'entente», indique Carl Grenier, du Conseil pour le libre-échange dans le bois d'oeuvre.

Le ministre Emerson ne semble pas de cet avis. « Nous devons clairement indiquer que cette entente ira devant le Parlement. Le seuil de 95 % ne représente pas un veto coulé dans le ciment. Nous irons de l'avant et (l'avenir de) cet accord sera décidé par le Parlement. »

LOTO QUÉBEC — Résultats des tirages du: 2006-07-13

Lotto Joker — Lettre gagnante J — 04 35 36 42 44
Astro — Jour 18 - Mois AVRIL - Année 16 - Signe VERSEAU
La Quotidienne — 3 428 — 4 9066
Banco — 06 09 11 15 18 20 25 28 33 34 — 35 36 38 40 42 43 47 51 61 69
Extra — 6277755 — 500 000 $* — *décomposable dans les deux sens

Résultats des tirages du: 2006-07-12

Lotto 649 — 06 26 30 38 44 45 — 16 compl.

Gagnants		Lots
6/6	0	3 810 416,00 $
5/6+	2	136 086,30 $
5/6	100	2 248,40 $
4/6	5 085	83,70 $
3/6	99 264	10,00 $
2/6+	75 635	5,00 $
Ventes totales :		12 987 768 $
Prochain gros lot (approx.) :		8 000 000 $

Québec 49 — 06 31 15 35 26 37 — 46 compl.

Gagnants		Lots
6/6	0	1 000 000,00 $
5/6+	1	50 000,00 $
5/6	14	500,00 $
4/6	825	50,00 $
3/6	15 374	5,00 $
Ventes totales :		452 458,50 $

Extra 8488133 500 000 $* *décomposable dans les deux sens

SUPER 7 — GROS LOT CE SOIR 10 000 000 $

En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Plus de 1,5 million en inventaire
L'ENTREPOT au vent fou
NAUTISME XTRÊME
QUALITÉ ET CHOIX SUPÉRIEUR
• Wakeboard Plus de 200 ensembles JUSQU'À 60% DE RABAIS
• Skis nautiques Combos à partir de 149 $
• Wet Suits • Tubes
• Planches à voile • Kayak
514•640•3001 3839 St-Jean Baptiste, Montréal www.auventfou.com 1-800-336-2126

VENTE DE PIANOS
à l'ÉCOLE DE MUSIQUE VINCENT-D'INDY
+ 100 PIANOS NEUFS ET USAGÉS
RENOUVELLEMENT D'INVENTAIRE DE L'ÉCOLE DE MUSIQUE
Du 10 au 13 août 2006
Sur rendez-vous seulement : (514) 276-3333
Collaboration Kawai Canada Musique et le Centre musical Italmélodie

VIVE LES VACANCES !
PROFITEZ DE RABAIS INCROYABLES
SHORT POUR HOMMES ET FEMMES à partir de 29,99$
CHEMISES POUR FEMMES à partir de 19,99$
CUISSARDS ET MAILLOTS DE VÉLO à partir de 39,99$
TOUT EST RÉDUIT TOUT LE TEMPS CHEZ
Plein air ENTREPÔT
Les meilleures marques, au meilleur prix !
BROSSARD 6678, Bd. Taschereau (voisin du Mail Champlain) 450-672-3217
LAVAL Méga Centre Notre-Dame Autoroute 13 (entre le boulevard Samson et l'Autoroute 440) 450-689-5309

UNE SEULE REPRÉSENTATION
NYOC ONJC
Orchestre national des jeunes du Canada
National Youth Orchestra of Canada
COMMANDITAIRE DE LA TOURNÉE 2006
TD Canada Trust Musique
Chef d'orchestre : Jacques Lacombe
le 20 juillet – 19 h 30
Basilique Notre-Dame
Beethoven, *Léonore : ouverture n°3*
Mercure, *Triptyque* • Ravel, *Rapsodie espagnole*
Strauss, *Don Quichotte*
Droit d'entrée en échange d'un don
Réception gala commanditée par STANDARD LIFE
Pour obtenir plus de renseignements visitez www.nyoc.org
ENTENDEZ L'AVENIR MAINTENANT

STATUE DE SIR GEORGE-ÉTIENNE CARTIER

Des retards coûteux

GABRIEL BÉLAND

La cure de jouvence de Sir George-Étienne donne du fil à retordre à la Ville. Les travaux sur la célèbre statue au pied du mont Royal accusent un an de retard et coûteront 270 000$ de plus que prévu.

La Ville de Montréal n'est d'ailleurs pas en mesure de garantir aux adeptes des tam-tam qu'ils pourront jouer du djembé sur les marches du monument l'été prochain. « Les travaux dépassent l'échéance parce qu'il y a eu des surprises malgré les analyses, explique une porte-parole de la Ville, Natacha Beauchesne. Il y a de petits imprévus. »

En fait, la première partie des rénovations, qui aurait dû être achevée en octobre 2005, devrait maintenant se terminer cet automne. Et la seconde phase pourrait bien se poursuivre durant l'été 2007.

Ça grimpe

La structure de béton qui soutient le monument à la mémoire de l'ancien homme politique était en si mauvais état qu'elle a dû être entièrement refaite, ce qui n'était pas prévu. Ces retards ont fait grimper à 1 303 000$ le coût de la première phase.

Il restera ensuite à refaire une beauté aux 20 personnages de bronze de la flèche, ce qui devrait coûter 1,5 million. Cette opération se fera normalement au cours de l'été prochain. Mais aucun échéancier n'est établi, et l'appel d'offres n'a pas été lancé. Une partie des travaux seront effectués sur place.

Les tam-tam ne pourront donc vraisemblablement pas retrouver leur nid avant 2008. Ils devront continuer d'avoir lieu chaque dimanche en périphérie du chantier.

« Le perron avant le clocher »

Selon l'entrepreneur responsable des travaux sur les fondations, le choix de la Ville de rénover le socle avant de restaurer la statue n'était pas judicieux. « Quand vous refaites une église, vous ne refaites pas le perron avant le clocher », note le président de L.M. Sauvé, Paul Sauvé. Il soutient qu'idéalement la flèche aurait dû être démontée pour faciliter les travaux sur la base.

Il remet aussi en question la division des travaux en deux phases. Pour M. Sauvé, la restauration de la statue aurait coûté moins cher si elle avait été confiée à un seul entrepreneur, plutôt qu'à deux. L.M. Sauvé a obtenu le contrat pour la rénovation du socle. Un autre appel d'offres déterminera qui refera une beauté aux statues de la flèche.

« Faute de budget, la Ville a décidé de la faire en deux étapes, dit M. Sauvé. C'est une drôle de façon de faire quant à moi. Il va falloir démobiliser et remobiliser le chantier. Je me demande où est l'économie dans ça. »

À la Ville, on est surpris des commentaires de M. Sauvé. « Il savait de quel ordre étaient les travaux quand il a obtenu le contrat, juge une porte-parole de la Ville, Claire Rocher. Pour des raisons budgétaires, on n'avait pas le choix de diviser le chantier en plusieurs étapes. »

En tout, la restauration de la statue construite en 1919, conçue par le sculpteur canadien Georges W. Hill, devrait coûter 3 millions de dollars.

GEORGE-ÉTIENNE CARTIER (1814-1873)

Avocat originaire de Saint-Antoine-sur-Richelieu, George-Étienne Cartier prit part à la rébellion de 1837. Après la bataille de Saint-Denis, il dut fuir aux États-Unis. Il revint au Québec lors de la proclamation d'amnistie. Politicien, il a d'abord été élu à Verchères, puis a été nommé ministre de la Défense dans le gouvernement Macdonald. Il participa à la construction du chemin de fer du Pacifique. Toute sa vie, il a dit s'être joint à la rébellion pour dénoncer la « minorité anglophone répressive », et non pour s'opposer à la Couronne britannique. Il est mort à Londres en 1873.

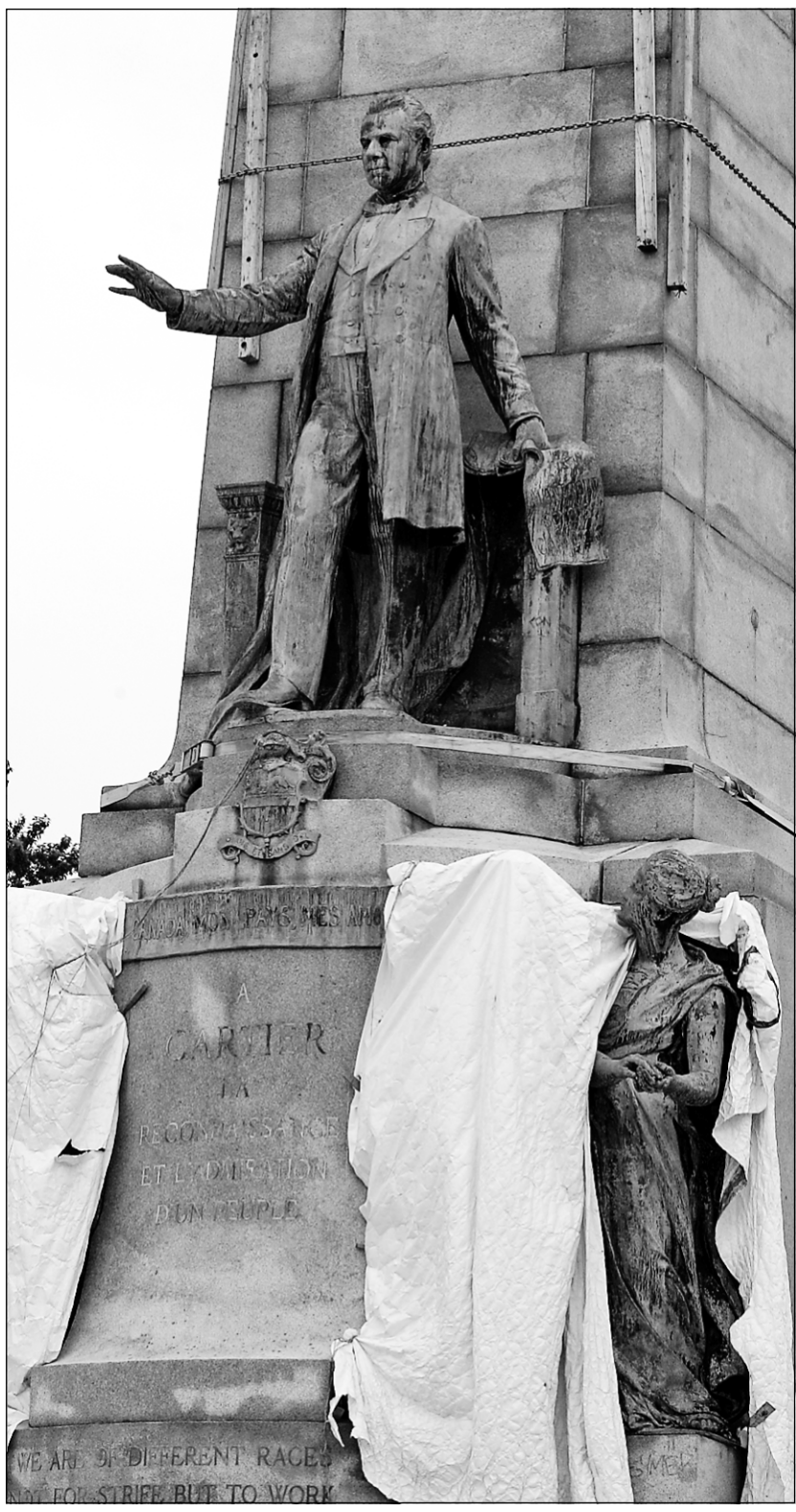


PHOTO FRANÇOIS ROY, LA PRESSE ©

Au pied du mont Royal, le monument de Sir George-Étienne Cartier est toujours en rénovation.

L'Auberge Hatley ne renaîtra pas de ses cendres

MALORIE BEAUCHEMIN

Le Québec et les Cantons-de-l'Est ont perdu à jamais le joyau hôtelier et gastronomique que représentait l'Auberge Hatley. Trois mois et demi après le violent incendie qui a ravagé l'établissement touristique, les propriétaires ont annoncé, hier, qu'ils ne reconstruiraient pas la luxueuse auberge.

« Reconstruire l'établissement aurait entraîné des coûts trop élevés », a expliqué la présidente du Groupe Germain, Christiane Germain, qui avait pourtant affirmé, au lendemain de l'incendie, son désir de voir renaître le bâtiment patrimonial qui datait de 1903. « Notre intention était de reconstruire, mais on a rapidement vu que ça coûterait trop cher. »

Les coûts de construction pour un hôtel qui respecterait les normes de sécurité actuelles s'élèveraient à 8 ou 9 millions, selon M^me^ Germain.

« Nous sommes limités par la grandeur du terrain, on ne peut pas faire plus de chambres », a-t-elle indiqué, ajoutant que le bâtiment ne serait pas rentable avec seulement 25 chambres, comme c'était le cas avant.

L'industrie touristique de la région devrait subir les contrecoups de cette perte. « C'est une vitrine permanente qu'on perd. Ça représente 2 à 4 millions par année, soutient le directeur général de Tourisme Cantons-de-l'Est, Alain Larouche. C'était un modèle d'entreprise familiale, un leader au Québec. »

Même son de cloche du côté du président de l'Association des commerçants de North Hatley, René Doucet, qui soutient que cette « énorme perte » aura un effet négatif sur l'économie de la municipalité. « C'était un phare qui illuminait North Hatley, dit-il. Ça amenait une clientèle de très grande qualité. » En 2003, le président français Jacques Chirac y avait même passé ses vacances.

Le Groupe Germain récupérera quelque 5 millions de ses assureurs — la cave à vin, à elle seule, valait deux millions — qui serviront à payer les dettes, les rénovations entreprises avant l'incendie, etc. L'incendie qui a ravagé l'établissement classé cinq diamants, membre de la prestigieuse chaîne internationale Relais et Châteaux, a été provoqué par des travaux de soudure. Les flammes se sont propagées si rapidement que les pompiers n'ont rien pu faire. Si le Groupe Germain n'a pas pu sauver l'Auberge Hatley des flammes, il a toutefois rescapé son chef cuisinier, Alain Labrie, qui demeurera dans l'entreprise à titre de chef des cuisines des restaurants du Groupe.

LE GRAND SOLDE
Prêt-à-livrer
de Patrimoine
Jusqu'à 40 % de réduction



Venez profiter des prix avantageux offerts sur notre belle sélection de mobiliers **Prêt-à-livrer** et bénéficiez d'une livraison rapide dans les dix jours.

Le solde **Prêt-à-livrer** de Patrimoine ou le plaisir de l'exclusif dès maintenant.

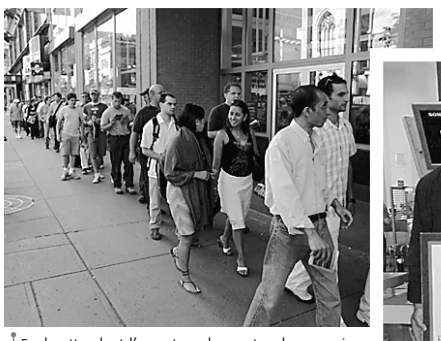
La salle de montre est ouverte du lundi au samedi

Maison de Meubles Patrimoine
3932, Autoroute 440 Ouest (angle Curé-Labelle) Laval (Qc) H7T 2P7 • **450.687.6867**
3417289A

REPORTAGE PUBLICITAIRE

OUVERTURE OFFICIELLE DU MAGASIN FUTURE SHOP CENTRE-VILLE

Future Shop, le plus important détaillant et magasin en ligne de produits électroniques grand public au Canada célébrait l'ouverture de son magasin récemment rénové du centre-ville le vendredi 5 juillet et se poursuivait le lendemain, samedi.



Foule attendant l'ouverture des portes du magasin rénové de Future Shop du centre-ville.



de gauche à droite : M. Remi Sammoun, directeur du magasin, Mme Céline Morin, coordonnatrice, Regroupement des maisons de jeunes du Québec et M. Laurent Douan, directeur de district.

Plusieurs activités promotionnelles se sont déroulées durant le week-end.

- Présentation par Future Shop d'un chèque au montant de 20 000 $ au Regroupement des maisons de jeunes du Québec. Future Shop s'engage à aider les jeunes du Québec à avoir accès aux services d'éducation et aux ressources dont ils ont besoin pour faire leur place dans la société. Plus de 40 000 jeunes de 12 à 18 ans bénéficient des services du Regroupement partout au Québec. Ce don fait à l'organisme lors de la grande ouverture permettra de soutenir la participation et la formation des jeunes par l'entremise de projets dans la collectivité.
- Promotions d'ouverture, concours permettant de gagner un téléviseur grand écran, cartes-cadeaux, tout y était.
- « Le magasin du centre-ville est l'un de ceux qui obtient le plus de succès et nous voulions absolument qu'il demeure à son emplacement actuel », a affirmé Moe Amirie, vice-président et chef de groupe d'entreprise de Future Shop.

Future Shop possède 119 magasins dans tout le pays et la plus importante boutique virtuelle (www.futureshop.ca) au Canada. Le siège social est situé à Burnaby, Colombie-Britannique.

Plus de 10 000 employés de Future shop s'engagent à offrir un service professionnel, les tous derniers produits numériques de même qu'un vaste choix d'appareils et de logiciels de divertissement et d'électroménagers de marques réputées, tous appuyés par la garantie des plus bas prix de Future Shop.

3416890

ACTUALITÉS

Ces Montréalais qui deviennent français

ÉRIC CLÉMENT

Le jour où le Montréalais Marc Monette a obtenu la nationalité française après avoir épousé une Bordelaise, il a dit en riant aux représentants consulaires français qu'il avait acquis le « statut légal lui donnant le droit de râler » !

« À la maison, ma femme me disait toujours que je n'avais pas le droit de râler car je n'étais pas français, alors je lui ai dit : je vais l'avoir la nationalité française ! »

M. Monette adore la France, notamment sa gastronomie. « Les dents m'allongent rien qu'à parler de la France, dit-il. Les Français ont le sens du goût, du beau et du bon. On mange bien au Québec mais en France, c'est une autre affaire ! »

Chaque mois, entre 20 et 30 Montréalais deviennent français à la suite d'un mariage. « Cela représente plus de 300 personnes par an », dit le consul de France à Montréal, Gérard Serre. Une réception est organisée pour accueillir dignement ces nouveaux citoyens de l'Hexagone. Le consul remet une lettre du président de la République française et offre champagne et petits gâteaux.

« La cérémonie était simple, se rappelle M. Monette. J'ai adoré cette expérience, plus que celle vécue par ma femme en 1995 quand elle est devenue canadienne. Elle a dû passer un examen théorique sur le Canada et s'était fait dire « vous êtes canadienne maintenant », pour lui dire entre les lignes de ne pas oublier de voter... »

Mais selon le consul, originaire du Pays basque, venu pour la première fois à Montréal en février, cet accueil que le consulat réserve aux nouveaux Français essaie de s'apparenter à la convivialité « naturelle » des Québécois. « Les contacts humains sont fantastiques ici, dit-il. Il n'y a pas de fossé entre les gens. C'est une grande qualité du Québec. Le maire de Montréal, Gérald Tremblay, le premier ministre Jean Charest et l'ancien premier ministre Bernard Landry sont d'une gentillesse et d'une simplicité... »

Entre 4000 et 5000 Français s'installent au Québec chaque année et 40 000 sont inscrits au consulat de Montréal. Mais on ne connaît pas le nombre exact de Français qui vivent dans la métropole. Les estimations oscillent entre 60 000 et 200 000. Actuellement, des statisticiens venus de France travaillent sur cette question, à la demande du consul.

Entre 4000 et 5000 Français s'installent au Québec chaque année.

M. Serre veut aussi redynamiser la communauté française de Montréal. Il se félicite d'ailleurs de la renaissance de l'Union française, la vénérable institution tricolore de l'avenue Viger qui célèbre cette année ses 120 ans. Elle a vu le jour le 1er juin 1886 avec pour seul objectif d'organiser la fête du 14 juillet cette année-là. Mais comme il était resté de l'argent, l'association a perduré et a évolué en centre d'aide aux immigrants français.

Depuis quelques semaines, l'édifice est en rénovation. Un café, ouvert les jeudis, vendredis et samedis soir, a été aménagé. La salle de spectacle accueillera bientôt chansonniers, expositions, pièces de théâtre et concerts. « Le but était de lui redonner de la vie, dit son vice-président, Olivier Pérez. On veut perpétuer une certaine tradition en donnant à l'Union française un côté plus actif et plus moderne. »

Cette année, l'Union française s'est associée aux Bouquinistes du Saint-Laurent pour organiser le grand bal populaire de ce soir, sur les quais du Vieux-Port. On promet beaucoup d'animation, dès cet après-midi. Le consul espère que l'ambiance sera aussi bonne que durant la Coupe du monde de soccer où les Français de Montréal, comme les autres communautés, ont vécu toute la gamme des émotions.

« Je suis un ancien footeux, dit M. Serre. J'ai joué au foot au stade français, j'avais 10 ans. On a perdu la finale, bon, mais il faut être beau joueur ! »

ACTIVITÉS DU 14 JUILLET AU VIEUX-PORT

> 16 h à 19 h 30 : tambours et percussions, avec le groupe Kumpa'nia et danses folkloriques bretonnes.

> 21 h : dégustation d'un gâteau géant pour célébrer les 120 ans de l'Union française et les 15 ans des Bouquinistes du Saint-Laurent.

> 20 h 30 à minuit : bal populaire avec l'accordéoniste Didier Dumoutier.

23 h au petit matin : soirée musicale au bar PMU de l'Union Française, 429, avenue Viger Est.

la Baie

Le vendredi 14 et le samedi 15 juillet

10 % de rabais additionnel*



sur les prix de solde et de liquidation et 10 % de rabais* sur les prix ordinaires
en réglant avec votre carte de crédit Hbc
Exceptions ci-dessous.

EN VIGUEUR DU VENDREDI 14 AU DIMANCHE 16 JUILLET

30 % À 50 % de rabais
Maillots de bain pour lui†
40 % de rabais
Maillots de bain pour elle†
30 % de rabais
Maillots de bain pour enfant†



†Exceptions : articles « Achat-choc et ceux dont le prix se termine par 99 ¢.

JUSQU'À 50 % de rabais
Sandales et chaussures printemps-été pour elle



20 $ À 100 $ de rabais
Climatiseurs et déshumidificateurs

BALAYAGE DE SERVIETTES!
4,99
Débarbouillettes, essuie-mains ou serviettes de bain
Large éventail de couleurs. Le choix varie selon le magasin.

40 % de rabais
Tous les jeans CODE BLEU pour elle et lui

25 % de rabais additionnel
Mode à prix déjà réduit pour enfant

25 % de rabais additionnel
Tenues mode et griffées à prix déjà réduit pour lui
Articles « Nouvellement réduit » dans le lot.

30 % de rabais additionnel
Literie à prix déjà réduit
Le choix varie selon le magasin.

LANCÔME PARIS
Votre prime à l'achat de 45 $ ou plus de produits LANCÔME
SEULEMENT À LA BAIE
Avant taxes. Une prime par personne. En vigueur jusqu'au dimanche 23 juillet. Cette offre ne peut être être combinée avec aucune autre.



achat-choc 4,97 à 7,97
Bijoux mode GARBO et CLIO



25 % de rabais
Bijoux en argent fin TOGO^MC et EXPRESSION



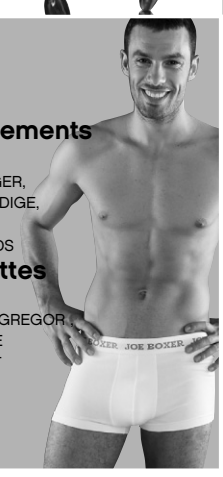
30 % de rabais
• Blazers à prix ordinaire pour lui
JONES NEW YORK, NAUTICA et TOMMY HILFIGER
• Pantalons habillés à prix ordinaire pour lui
HAGGAR et PERRY ELLIS PORTFOLIO
• Chemises habillées et cravates pour lui



30 % de rabais
Soutiens-gorge et slips mode pour elle
IZOD et LA LINGERIE



30 % de rabais
• Sous-vêtements pour lui
TOMMY HILFIGER, NAUTICA, PRODIGE, JOE BOXER et HARVEY WOODS
• Chaussettes pour lui
SPORT de MCGREGOR, NAUTICA, NIKE et HAPPYFOOT



PROMO CALVIN KLEIN 25 % de rabais
Sous-vêtements pour lui



* Exceptions à l'offre de 10 % : produits cosmétiques et parfumés, montres Gucci, boutique Bleu Jean, appareils électroniques, musique, films, jeux vidéo, logiciels, ordinateurs, gros électros, meubles, duos-sommeil, barbecues, articles « Nouvellement réduit » et ceux des rayons concédés. D'autres exceptions s'appliquent. Précisions en magasin.

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction », Salviati, Vera Wang et ceux de la Fondation Hbc, des rayons concédés et de la collection olympique. Les mentions « ACHAT-CHOC » et « OFFRE SPÉCIALE DE LA DIRECTION » indiquent que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Notez que pour les articles « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction » et ceux de L'Entrepôt du style en magasin, les quantités sont limitées, le choix varie selon le magasin et aucuns bons d'achat différé ni articles de substitution ne sont offerts. La mention « PRIX CISEAUX » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit. Précisions en magasin.

Hbc

3416006A

EN BREF

Membre de gang de rue arrêté

Un membre du gang de rue des Rouges (ou Blood) a été accusé de voies de fait contre un policier, hier au palais de justice de Montréal. Watson Saint-Félix, 18 ans, s'est interposé entre les policiers et un de ses amis alors que ce dernier se faisait arrêter pour bris de condition, mercredi soir, dans l'arrondissement de Montréal-Nord. La police les a arrêtés tous les deux. Une fois dans la voiture de police, Watson Saint-Félix a réussi à briser la vitre qui le séparait des agents. Un policier a reçu des débris de verre dans l'oeil, mais la blessure ne serait pas grave.
— Caroline Touzin

Mort empalé sur l'autoroute 40

Un automobiliste de 27 ans a connu une fin atroce, hier après-midi, sur l'autoroute 40. Vers 14h30, un poids lourd se dirigeant vers l'est a perdu une partie de son arbre de transmission, une pièce d'environ un mètre de long et faisant 10 cm de diamètre, à proximité du boulevard Marien, dans l'est de Montréal. La lourde pièce de métal a d'abord rebondi sur la chaussée, puis percuté le capot de l'automobile qui suivait le camion. Elle a ensuite traversé le pare-brise et atteint la victime au niveau du cou, avant de ressortir par la vitre arrière du véhicule. Selon la Sûreté du Québec, tout s'est passé très rapidement et le conducteur de Saint-Cuthbert (Lanaudière) a été tué sur le coup.
— Malorie Beauchemin

Le Québec tente de se faire une place sur le marché autrichien

Alléché par les économies émergentes de l'Europe de l'Est, le gouvernement du Québec entend intensifier ses relations avec l'Autriche, porte d'entrée de l'immense marché de l'ancien bloc communiste européen. «Nous voulons profiter, tous les deux, de ce nouveau contexte économique où l'Autriche deviendra une plaque tournante pour l'Europe de l'Est», a dit M. Charest, en conférence de presse à Vienne, au terme d'un entretien de près de 50 minutes avec le chancelier autrichien Wolfgang Schüssel. Au cours de la rencontre, les deux hommes ont convenu que les relations commerciales entre l'Autriche et le Québec doivent être développées davantage, a relaté M. Charest. Pour l'heure, la relation commerciale bilatérale joue nettement en faveur de l'Autriche. Malgré tout, le Québec demeure le premier partenaire de l'Autriche au Canada, a indiqué le premier ministre. Outre l'économie, MM. Charest et Schüssel ont aussi abordé la question de la Convention sur la protection de la diversité culturelle. À ce chapitre, le soutien de l'Autriche est acquis, s'est réjoui M. Charest. En fin d'après-midi, le premier ministre a quitté Vienne pour l'Allemagne où il a été accueilli avec les honneurs d'un chef d'État à Munich, au coeur de la Bavière. Vendredi, M. Charest fera une visite à la délégation générale du Québec à Munich.
— Presse Canadienne

Le mandat de Dyane Adam prolongé

Les adieux de la commissaires aux langues officielles, Dyane Adam, qui devait quitter son poste à la fin du mois, devront attendre quelques semaines, puisqu'elle a accepté d'étirer son mandat le temps qu'on lui trouve un remplaçant. Le bureau de M^me Adam a indiqué, jeudi, avoir reçu une lettre du bureau du premier ministre Stephen Harper, confirmant qu'elle demeurait en poste jusqu'à ce que le Parlement approuve, à l'automne, la nomination de la personne qui la remplacera. Comme le poste de commissaire aux langues officielles est un poste d'officier du Parlement, la nomination doit obtenir l'approbation de la Chambre des communes et du Sénat avant de devenir officielle. Il y a deux semaines, le gouvernement publiait un appel de candidatures dans la Gazette du Canada, invitant les personnes intéressées à se faire connaître.
— Presse Canadienne

ACTUEL SANTÉ
AUX P'TITS SOINS...



Tous les dimanches dans LA PRESSE

L'ex-directeur de police de Varennes acquitté

Dans un jugement unanime, la Cour suprême restreint la notion d'abus de confiance

PRESSE CANADIENNE

OTTAWA — Déclaré coupable d'abus de confiance en 2003, l'ancien chef de police de Varennes, Denis Boulanger, a finalement été acquitté par la Cour suprême du Canada.

Dans un jugement unanime rendu public en matinée, le plus haut tribunal du pays a restreint du coup la définition assez large d'abus de confiance contenue dans le Code criminel. Par conséquent, il pourrait dorénavant être plus difficile de déclarer un fonctionnaire ou un politicien coupable de ce crime.

Selon la Cour, la population a le droit de s'attendre à ce que les fonctionnaires et politiciens agissent pour le bien public, mais il faut faire une différence entre une faute administrative et un comportement criminel.

C'est la situation qu'a soulevée la cause concernant M. Boulanger. En juillet 2001, lorsqu'il était directeur du service de police de Varennes, il était intervenu auprès d'un de ses agents à la suite d'un banal accident de la circulation impliquant sa fille. Le policier Martin Stevens avait, à la demande de son supérieur, préparé un deuxième rapport plus détaillé. À la suite de ce rapport, l'assureur avait pu conclure que la responsabilité de la fille du chef de police n'était pas engagée, ce qui annulait le paiement de la franchise de 250$.

Au terme de son procès, l'ex-chef de police avait été déclaré coupable et avait reçu une absolution inconditionnelle. Il avait aussi perdu son emploi à la suite de cette affaire.

Le procès avait établi qu'en aucun cas M. Boulanger n'avait agi afin de tromper l'assureur, mais plutôt pour s'assurer qu'un rapport complet soit produit. Reste qu'il a agi pour satisfaire un intérêt personnel, évalue la Cour suprême qui y voit une « erreur de jugement ».

Huit ans de prison pour un pédophile

PRESSE CANADIENNE

Claude Fradet, un pédophile de Sainte-Agathe-des-Monts, a été condamné à une peine de huit ans d'emprisonnement hier au palais de justice de Saint-Jérôme.

Le juge aurait pris en considération la collaboration de l'accusé lors de l'enquête policière qui a permis de retracer toutes les victimes.

Selon l'avocat de la défense, Luc Vaillancourt, l'accusé aurait beaucoup réfléchi en prison. Il aurait reconnu sa déviance et voudrait se faire soigner.

Claude Fradet a fait 19 victimes entre 1990 et 2005. Il a été déclaré délinquant à contrôler; il sera donc surveillé pendant 10 ans à sa sortie de prison.

Il s'en prenait à de très jeunes filles de son entourage et même à des bébés. La plus jeune victime était un nourrisson âgé d'à peine 2 semaines.

Les événements se sont déroulés dans sa résidence, où il demeurait avec sa conjointe. Il a plaidé coupable à 21 des 31 chefs d'accusation portés contre lui.

Paul Coffin a recouvré la liberté

PRESSE CANADIENNE

Paul Coffin, premier acteur du scandale des commandites à avoir été condamné à une peine de prison, est maintenant un homme libre.

Le publicitaire âgé de 63 ans a été libéré lundi dernier, d'après TQS.

Paul Coffin aura donc purgé un sixième de sa peine, soit exactement trois mois de prison.

En avril dernier, il avait été condamné à 18 mois de détention par la Cour d'appel du Québec.

Coffin avait d'abord été condamné à purger une peine dans la collectivité. On lui avait aussi demandé de donner des conférences sur l'éthique à l'université.

Paul Coffin avait été reconnu coupable sous 15 chefs d'accusation de fraude totalisant 1,5 million. De ce montant, il a remboursé 1 million.

Beaconsfield devra obtempérer

PRESSE CANADIENNE

VIENNE, Autriche — Que cela lui plaise ou non, la municipalité de Beaconsfield devra se conformer aux lois linguistiques québécoises, a prévenu le premier ministre Jean Charest.

« Comme tous les citoyens, qu'ils soient corporatifs, institutionnels ou individuels, elle doit respecter les lois », a mentionné M. Charest à Vienne, en Autriche, où il poursuivait un périple de deux semaines en Europe.

Majoritairement anglophone, défusionnée de la ville de Montréal depuis janvier, la municipalité de Beaconsfield refuse de modifier le nom de ses rues pour leur donner un caractère distinctement français.

Zellers

Les vendredi, samedi et dimanche
14, 15 et 16 juillet 2006
La marchandise officielle de l'équipe olympique canadienne est exclue de cette promotion. Le choix varie selon le magasin. Tant qu'il y en aura. Désolés, aucun bon d'achat différé.

3 jours seulement!
Réglez un achat de 35$* ou plus avec votre carte de crédit Hbc et obtenez
20 000*
points bonis Primes Hbc!
*Avant taxes. Certaines exceptions s'appliquent. Les points bonis ne sont pas accordés à l'achat de médicaments là où la loi l'interdit. Précisions en magasin. Limite d'une offre identique par compte.

ESCALADE DE RABAIS
Vêtements, chaussures, sous-vêtements et vêtements de nuit à prix déjà réduit pour homme, femme et enfant
Achetez 1 article... obtenez un rabais additionnel de 20 %
Achetez 2 articles... obtenez un rabais additionnel de 25 %
Achetez 3 articles... obtenez un rabais additionnel de 30 %
Achetez 4 articles et plus... obtenez un rabais additionnel de 40 %
Exceptions : sandales Sportek pour homme et Cougar pour femme.

Rabais additionnel de 25%* sur la literie, les articles de salle de bain et les accessoires de décoration de fin de série à prix déjà réduit
*Sur le prix de l'étiquette jaune.

40% de rabais sur les sandales Sportek® pour homme

50% de rabais sur les sandales Cougar® pour femme

Grand balayage d'articles de jardin!



30% de rabais sur TOUS les meubles de jardin en ensemble ou à l'unité, les coussins, les parasols, les socles et les abris pare-soleil



30% de rabais sur TOUS les modules avec balançoire
Module en bois. Avant 799,97…..... 559,97
Module 3 positions. Avant 349,97… 244,97



40% de rabais* sur les décorations pour le jardin
*Sur le dernier prix étiqueté.

100 $ de rabais
599,97 avant 699,97
Barbecue Beaumark® en inox
Modèle BM84 au propane
• 84 000 BTU (brûleur principal de 72 000 BTU et brûleur latéral de 12 000 BTU)
• Surface de cuisson totale de 1027 po² (grille principale de 729 po² et grille-réchaud de 298 po²)
• Grilles en fonte émaillée
• Tournebroche robuste inclus



50% de rabais sur TOUS les articles de table estivaux en plastique

15% de rabais sur les gros électros à prix déjà réduit, y compris les modèles de rayon et de fin de série

159,97 et 189,97 Déshumidificateur Midea® 30 ou 50 litres
Avant 179,97 et 229,97

Vent de fraîcheur!
Zellers vous offre un vaste choix de ventilateurs et de climatiseurs.
Voyez l'assortiment en magasin.



50 % de rabais
1,48 avant 2,97
Serviettes de plage



60 % de rabais
12,97 avant 34,97
Outil rotatif Powersmith avec 40 accessoires



75 % de rabais
14,97 avant 59,97
Baladeur CD Disney



50 % de rabais
49,97 avant 99,97
Bottes de travail Union Snap-on® noires à tige de 15 cm



40% de rabais
sur les appareils de nettoyage à pression électriques PowerMate et Coleman®
Avant 149,97-179,97… 89,97-107,97

10% de rabais*
sur vos achats* toute la journée dans n'importe quel magasin du groupe Hbc à l'ouverture d'un compte Hbc.
*Sous réserve de l'approbation du crédit. Les achats doivent être réglés avec la carte de crédit Hbc. Certaines exceptions s'appliquent.Renseignez-vous auprès d'un associé à la vente.

Hbc

3416393A

MONDE

Les nouvelles internationales
en continu sur **cyberpresse.ca/monde**

LE TOUR DU GLOBE

INDE
Portraits-robots de suspects



PHOTO REUTERS

Inspection des bagages des passagers dans un autocar au lendemain de la série d'attentats à Bombay.

La police indienne a diffusé hier des portraits-robots de trois suspects dans le cadre de l'enquête sur les attentats qui ont fait 200 morts et 800 blessés, mardi à Bombay. Plus de 350 suspects ont été arrêtés. Un groupe inconnu s'appelant « Al-Qaeda Jammu-et-Cachemire » s'est félicité hier des attentats et a appelé les musulmans de l'Inde à « adopter la voie du jihad » (guerre sainte). Les attentats n'ont pas été revendiqués. AFP

ROYAUME-UNI
Financement travailliste

L'enquête sur le financement douteux du Parti travailliste s'est rapprochée de Tony Blair, hier, alors que le principal collecteur de fonds du parti était interrogé pour la deuxième journée consécutive. Lord Levy, 62 ans, arrêté mercredi puis remis en liberté, a passé quatre heures dans un commissariat. L'opposition s'est emparée de l'affaire, et la question était de savoir si Blair serait à son tour interrogé. AFP

TURQUIE
Attentat politique

Un bureau du Parti de la justice et du développement (AKP, au pouvoir), a été la cible hier à Izmir d'un attentat à la bombe, qui a causé des dégâts mais n'a pas fait de victime. Deux attentats similaires contre l'AKP ont déjà été revendiqués par un groupe appelé les « Faucons de la liberté du Kurdistan ». Un procureur a demandé entre-temps des peines de prison pour 10 personnes, dont des officiers de l'armée et de la police, soupçonnées d'avoir planifié des attentats contre le gouvernement islamiste modéré. AFP

UKRAINE
Iouchtchenko refuse Ianoukovitch

Le président pro-occidental Viktor Iouchtchenko a refusé hier de désigner son ancien rival pro-russe Viktor Ianoukovitch au poste de premier ministre et brandi la menace de dissoudre le Parlement. « Les activités de la nouvelle coalition (pro-russe) et ses projets ne peuvent pas être considérés comme respectant la Constitution », a dit Iouchtchenko dans un message envoyé au Parlement. AFP

IRAN
Mésentente sur les sanctions

Les cinq puissances s'acheminent vers l'adoption d'une résolution à l'ONU contre l'Iran, soupçonné de vouloir se doter de l'arme atomique, mais elles sont loin d'un accord sur d'éventuelles sanctions. La Russie et la Chine, lors d'une réunion incluant l'Allemagne à Paris, se sont ralliées à l'idée des États-Unis et de l'UE de presser l'Iran s'il refuse de suspendre l'enrichissement d'uranium. Mais des sanctions ne seraient du goût ni de la Chine ni de la Russie. « C'est une question hypothétique », a déclaré Sergueï Lavrov, chef de la diplomatie russe, à l'agence Interfax, dans l'avion qui le ramenait à Moscou. AFP

BRÉSIL
Violences à São Paulo



PHOTO REUTERS

Une douzaine d'autocars, entre autres, ont été incendiés pendant la nuit de violences à São Paolo.

São Paulo a été le théâtre d'une nouvelle nuit de violences hier, qui porte à sept le nombre de morts depuis mardi dans la plus grande métropole d'Amérique du Sud. Contrairement à l'offensive lancée en mai par le crime organisé contre les forces de l'ordre, les attaques ont visé les supermarchés, les agences bancaires et les concessionnaires automobiles. AFP

Valerie Plame poursuit Cheney et consorts



RICHARD HÉTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NEW YORK — L'ancienne agente de la CIA Valerie Plame sort de l'ombre, trois ans, jour pour jour, après que le journaliste Robert Novak eut révélé son identité et sa fonction dans un article.

Au côté de son mari Joseph Wilson, Plame tiendra ce matin une conférence de presse à Washington, où elle expliquera la décision du couple d'engager des poursuites civiles à l'encontre du vice-président Dick Cheney, de l'ancien assistant de ce dernier, I. Lewis « Scooter » Libby, et du conseiller présidentiel Karl Rove.

Dans une plainte déposée hier devant un tribunal de la capitale américaine, Valerie Plame accuse Cheney et consorts d'avoir comploté pour détruire sa carrière d'espionne, par le biais de fuites médiatiques. Ils auraient agi ainsi pour se venger de son mari.

Le couple Plame-Wilson réclame « une somme équitable, juste et raisonnable » en dommages et intérêts, de même que des amendes « exemplaires ». Il estime que le triumvirat de la Maison-Blanche a violé ses droits constitutionnels et sa vie privée.

Selon les plaignants, les fuites médiatiques ont en effet mis en danger la sécurité du couple et de ses enfants et violé les droits des époux à la liberté d'expression et à une égale protection devant la loi.

« Cette poursuite concerne la divulgation intentionnelle et malicieuse par des hauts responsables du gouvernement fédéral de l'identité d'un agent dont le travail consistait à récolter des renseignements afin de mieux protéger la nation, et qui a risqué sa vie pour son pays », peut-on lire dans la plainte.

Responsables mis en cause

Dix autres responsables gouvernementaux ou politiques sont mis en cause dans la plainte, mais ils ne sont pas identifiés.

« Sans même avoir eu la chance de lire la plainte, il est clair que les allégations sont absolument et complètement sans fondement », s'est indigné Mark Corallo, porte-parole de Rove.

Le nom de Valerie Plame est apparu dans la presse américaine pour la première fois le 14 juillet 2003, sous la plume de Robert Novak, un commentateur conservateur. Huit jours plus tôt, Joseph Wilson, ex-ambassadeur, avait publié dans le *New York Times* un texte dans lequel il reprochait à l'administration Bush d'avoir exagéré la menace représentée par l'Irak afin de justifier son invasion.

Wilson appuyait notamment ses dires sur le résultat de sa mission au Niger, en Afrique, où la CIA l'avait envoyé au début de 2002 afin d'enquêter sur un achat présumé d'uranium par l'Irak à la fin des années 90. À son retour, l'ancien ambassadeur avait assuré ne pas avoir pu vérifier cette accusation. Malgré tout, l'accusation avait été utilisée par le président George W. Bush dans son discours de 2003 sur l'état de l'Union.

Publié le 6 juillet 2003, le texte de Wilson avait mis la Maison-Blanche en furie. À la suite de Robert Novak, plusieurs autres journalistes américains avaient écrit sur Valerie Plame.

Dévoiler la couverture d'un agent de la CIA est un crime aux États-Unis. Un procureur spécial (Patrick Fitzgerald) a mené une longue enquête sur l'affaire, qui a débouché sur l'inculpation d'une seule personne, « Scooter » Libby, dont le procès devrait commencer en janvier 2007. Accusé d'entrave à la justice, de parjure et de faux témoignages, l'ancien directeur de cabinet de Cheney a démissionné de ce poste à l'automne 2005.

Libby, qui risque 30 ans de prison, avait affirmé au FBI avoir appris l'identité de Plame des journalistes, alors que c'est le vice-président lui-même qui l'a informé, selon Fitzgerald. Il aurait parlé de Plame à au moins trois journalistes, dont Judith Miller du *New York Times*.

Le mois dernier, le procureur spécial a décidé de ne pas inculper Rove dans cette affaire qui a terni l'image de l'administration Bush dans l'opinion publique. Après avoir nié le fait pendant des mois, le conseiller présidentiel a avoué avoir parlé de Plame à deux journalistes, dont Robert Novak.



PHOTO DANIEL AGUILAR, REUTERS

Des partisans d'Andres Manuel Lopez Obrador manifestent devant le siège du Parti démocratique révolutionnaire à Mexico.

Mexique : Lopez Obrador mobilise ses partisans

JOONEED KHAN

La Bourse du Mexique a chuté de 2,8 % hier, alors que des milliers de partisans d'Andres Manuel Lopez Obrador, à pied, à cheval, à dos d'âne, convergeaient vers Mexico pour un rassemblement monstre dimanche, sur la place du Zocalo, en appui à la demande d'un nouveau dépouillement des suffrages faite par le candidat de gauche à la présidence.

L'Institut électoral fédéral (IFE) a déclaré, après vérification des procès-verbaux, que le candidat de droite, Felipe Calderon, du Parti d'action nationale (PAN), avait battu Lopez Obrador par 243 934 voix, soit 0,58 %, sur un total de plus de 41 millions de suffrages lors des élections du 2 juillet. Le premier compte avait donné 402 708 voix d'avance à Calderon.

Mais Lopez Obrador, du Parti de la révolution démocratique (PRD), exige maintenant un comptage manuel, bulletin par bulletin. Vidéos à l'appui, il maintient que le scrutin a été entaché d'irrégularités. Des milliers de ses partisans surveillent d'ailleurs en permanence les bureaux des 300 districts électoraux du pays, où les suffrages sont entreposés.

Nouveau scrutin ?

Selon le *Wall Street Journal*, Lopez Obrador demande, dans une plainte de 850 pages déposée auprès du Tribunal électoral fédéral (TRIFE), l'annulation de la présidentielle du 2 juillet et la tenue d'un nouveau scrutin.

Le gouvernement a fait savoir que le Mexique n'avait pas encore de président élu. « Un candidat a eu le plus de voix après le dépouillement de l'IFE, mais le TRIFE n'a pas encore proclamé un vainqueur », a déclaré Ruben Aguilar, porte-parole de la présidence.

Calderon, qui s'est proclamé élu, a formé une équipe de transition. « Les accusations de Lopez Obrador sont sans fondement », a-t-il dit, en promettant d'être plus attentif aux problèmes de la pauvreté au Mexique.

Plus de 200 000 personnes ont manifesté pour Lopez Obrador sur le Zocalo samedi dernier. De petites manifestations se sont poursuivies toute la semaine. Mercredi déjà, 10 000 manifestants y étaient massés. Selon Ricardo Monreal, du PRD, ils étaient plus de 100 000 hier en route vers Mexico.

Le « tigre mexicain »

Dans ce contexte de polarisation et de mobilisation, alors que la Bourse chutait pour la cinquième séance consécutive, les syndicats des mineurs ont reporté une grève de 24 heures liée à un bras de fer entre un chef syndical évincé, Napoleon Gomez, et le gouvernement. Mais ils étudient la possibilité d'adhérer à la campagne de protestation de Lopez Obrador.

Dans un article publié par le *Los Angeles Times*, Denise Dresser, de l'Institut autonome de technologie de Mexico, écrit que pour 62 des 67 enveloppes rouvertes dans le district 29 de Mexico, le total indiqué sur le procès-verbal divergeait du nombre de suffrages.

Dans un éditorial, l'hebdo états-unien *The Nation* cite Porfirio Diaz, l'ancien dictateur mexicain (1876-1910) : « On ne doit pas réveiller le tigre mexicain ». La révolution qui l'emporta coûta plus d'un million de vies.

Enfin, dans une « Lettre ouverte aux Mexicains », le webzine *Free Press*, de l'Ohio, compare les irrégularités constatées en 2000 en Floride et en 2004 en Ohio à celles relevées en 2006 au Mexique. « Le seule différence, c'est qu'il y a au Mexique un candidat prêt à se battre jusqu'au bout pour obtenir un nouveau dépouillement », dit-il.

Avec Reuters, WSJ, Bloomberg, MarketWatch, The Nation, Free Press, LATimes

PROCHE-ORIENT
La crise entre Israël et l'Autorité palestinienne est suivie sur **www.cyberpresse.ca/monde**

MONDE

Nouvelles escalades au Proche-Orient

Israël intensifie ses raids au Liban

JOONEED KHAN



PHOTO MOHAMMED ZAATARI, AP

Des Libanais cherchent des survivants dans les décombres d'un immeuble qui s'est écroulé après les bombardements des avions israéliens dans le sud du Liban.

Nouvelles escalades hier au Proche-Orient: Israël a intensifié ses raids au Liban, tuant au moins 46 civils, frappant des bases à la frontière syrienne et rendant trois aéroports inutilisables, tout en bombardant, à Gaza, le ministère palestinien des Affaires étrangères.

Au moins 10 enfants palestiniens ont été blessés dans le raid à Gaza, qui a endommagé des maisons du voisinage. La veille, 23 Palestiniens avaient été tués durant une journée des plus sanglantes dans la bande de Gaza.

Le Hezbollah libanais tirait des dizaines de roquettes sur une vingtaine de localités du nord d'Israël, tuant trois Israéliens et en blessant des dizaines d'autres. Un demi-million d'Israéliens de cette région s'apprêtaient hier à passer la nuit dans des abris.

Plus de 12 000 ressortissants du Golfe fuyaient entre-temps le Liban pour la Syrie, faute de pouvoir emprunter l'aéroport international bombardé. Ce chiffre n'inclut pas les autres ressortissants étrangers dans le pays.

Cette ronde de violences a commencé le 25 juin à Gaza avec la mort de deux soldats israéliens et la capture d'un troisième par des militants palestiniens, qui exigent en échange la libération de leurs concitoyens, hommes, femmes et enfants, détenus par Israël.

« Droit de se défendre »

Elle s'est propagée mercredi à la frontière nord d'Israël après que le Hezbollah eut tué huit soldats israéliens et capturé trois autres.

Téhéran a rejeté une accusation d'Israël voulant que les soldats capturés aient été envoyés en Iran. Le président Mahmoud Ahmadinejad a mis en garde Israël contre toute agression contre la Syrie.

Le président palestinien Mahmoud Abbas a mis en garde de son côté contre une « guerre régionale ». Lors d'une conférence de presse avec le premier ministre japonais Junichiro Koizumi, à Amman, Abbas a appelé à une désescalade générale.

Appuyant « le droit d'Israël à se défendre », les États-Unis ont mis hier, au Conseil de sécurité de l'ONU, leur veto à un projet de résolution appelant à la fin de l'offensive à Gaza et à la libération du soldat détenu par les Palestiniens.

Le Conseil examine aujourd'hui la situation au Liban. Les Européens ont qualifié hier de « disproportionnée » l'offensive israélienne, au Liban comme à Gaza. Le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, s'est dit préoccupé par les « lourdes attaques » israéliennes.

En visite à Rome, il a annoncé l'envoi d'une mission de haut niveau au Proche-Orient, conduite par son conseiller spécial pour les affaires politiques, Vijay Nambiar. La mission comprend aussi Alvaro de Soto et Terje Roed Larsen.

Familles décimées

Dénonçant un « axe terroriste » Bush appelait la Syrie à « rendre des comptes », Israël a bombardé deux bases aériennes dans l'est et le nord du Liban, et l'aéroport de Beyrouth. Il a aussi bombardé le ont péri dans leur maison à Doueir, et sept membres d'une même famille chez eux à Baflay. Dans la banlieue sud de Beyrouth, fief du Hezbollah, un missile a touché un immeuble abritant des locaux d'Al-Manar, sa télévision, blessant trois employés.

Des roquettes Katioucha tirées du Liban sud sont tombées pour la première fois sur Haïfa, troisième ville d'Israël. L'armée n'a pas accusé le Hezbollah, et celui-ci a nié en être responsable.

Outre la panique des touristes, l'offensive a provoqué une forte chute de la Bourse au Liban, l'annulation des festivals de l'été, et la ruée sur les stations d'essence et les supermarchés. Enfin, les prix du pétrole ont battu de nouveaux records, dépassant les 76 $ le baril à New York et frôlant les 77 $ à Londres.

Avec AFP, AP, Reuters, CNN, BBC, Al-Jazira, Haaretz

HARPER APPUIE ISRAËL

Le premier ministre canadien Stephen Harper a pris fermement parti pour Israël dans la crise actuelle au Proche-Orient, jugeant hier que «la riposte israélienne a été mesurée».

«Israël a le droit de se défendre», a déclaré M. Harper aux journalistes l'accompagnant dans l'avion qui l'amenait à Londres, avant de participer ce week-end au sommet du G8 à Saint-Pétersbourg.

«Étant donné les circonstances, je pense que la riposte israélienne a été mesurée», a ajouté M. Harper, dont les propos ont été rapportés par Radio-Canada. «Je pense que c'est à l'autre camp de mettre fin à cette escalade», a-t-il poursuivi, en appelant le Hezbollah et le Hamas à libérer les soldats israéliens qu'ils détiennent.

D'après AFP

Le Hezbollah bombarde le nord d'Israël

SIMON COUTU
COLLABORATION SPÉCIALE

NAHARIYA, Israël — Durant toute la journée d'hier, la ville de Nahariya, une station balnéaire du nord d'Israël, a reçu les roquettes Katiouchas du Hezbollah libanais. L'une de ces attaques a tué une femme, Monica Zeidman, morte après avoir reçu un éclat de missile, plongeant la ville dans le deuil.

Monica Zeidman était assise sur le balcon de son appartement quand le projectile a heurté le toit. Devant sa chaise en bois, un trou d'un demi-mètre de diamètre rappelle cette frappe. L'attaque a entraîné un mouvement de solidarité dans cette ville située sur la côte de la Méditerranée. Dans les bureaux de la municipalité, un groupe de jeunes femmes s'affairaient à distribuer du pain aux citadins qui risquent de passer les prochains jours dans leurs abris. « Je ne me sens pas en sécurité du tout, quand je dois me déplacer, je fixe le ciel pour voir si un missile ne me tombe pas sur la tête. Ce matin, quand les Katiouchas tombaient, les gens n'ont pas paniqué, ils sont habitués à ce genre de tension », explique l'une d'entre elles.

Dans les collines de Galilée, les mitrailles des hélicoptères et les tirs des chars d'assaut israéliens se confondaient hier avec le son des Katiouchas du Hezbollah.

Les rues sont complètement vides; rares sont ceux qui osent s'y aventurer. Normalement, cette ville côtière est le rendez-vous des Israéliens, qui sont actuellement en vacances. Certains habitants ont quitté la ville pour aller vers le sud, les autres se réfugient dans des abris. « On s'attendait à une grosse saison cette année, affirme Orgad Ronen, gérant d'un hôtel donnant sur la mer. La semaine dernière, je refusais des clients, toutes mes chambres étaient pleines. Seulement aujourd'hui, 23 réservations ont été annulées. L'hôtel ne reçoit plus que des journalistes. »

Depuis 1982, époque de la guerre contre le Liban, toutes les nouvelles constructions doivent se munir de bunkers. Pour ceux qui habitent des maisons plus anciennes, la municipalité offre des abris. Dans une de ces structures blanches envahies par une odeur de renfermé, deux femmes écoutent de la musique. « Dieu va nous protéger. Je me sens en sécurité, je sais qu'un jour ou l'autre, mon heure viendra », dit Galia.

Mercredi, le Hezbollah a attaqué un groupe de militaires à l'intérieur de la frontière israélienne. La riposte israélienne a été rapide. Hier, Israël a frappé des infrastructures libanaises, dont l'aéroport de Beyrouth et l'un des bureaux d'Al Manar, la station de télévision du Hezbollah. Dans les collines de Galilée, les mitrailles des hélicoptères et les tirs des chars d'assaut israéliens se confondaient hier avec le son des Katiouchas du Hezbollah.

Les habitants de Nahariya semblent satisfaits de cette rapide intervention de l'armée israélienne. Henriette Biton distribue de la nourriture et des boissons gratuitement aux soldats. « Ce matin, un missile est tombé à 10 mètres de moi. J'ai été propulsée par terre. C'est une chance d'avoir une puissante armée pour assurer la sécurité d'Israël. »

Alors que le gouvernement israélien fait la sourde oreille aux demandes du Hezbollah, la ville de Nahariya n'est probablement pas au bout de ses peines. Ceux qui restent se préparent maintenant à passer quelques jours dans l'inconfort de leur abri.

« La terreur est inimaginable »

RAIDS
Suite de la page A1

« Aucun de nous ne pouvait prévoir ce qui allait suivre », dit Nadia, que *La Presse* a jointe hier chez ses beaux-parents.

Hier, les bombardements se sont intensifiés. La plupart des avions se contentaient de survoler Zarieh pour lancer leurs bombes plus au nord, jusqu'à la banlieue de Beyrouth.

Mais des bombes continuaient à pleuvoir tout près de Zarieh. À cinq kilomètres de chez les Fakhri, une famille entière – deux parents et leurs 10 enfants – a été anéantie. La télévision n'a cessé de diffuser les images des victimes.

Ce qui a surtout frappé Nadia, ce sont les images d'adultes tenant dans leurs bras des corps d'enfants, mous « comme des poupées ». Des images d'autant plus insupportables que la jeune femme et son conjoint voyagent avec leur fillette de 18 mois.

« Au Liban, le Hezbollah n'est pas vu comme une organisation terroriste. Pour les Libanais, c'est l'organisation qui a réussi à chasser Israël du Liban », explique Nadia.

« On est habitués à voir la guerre de loin, la terreur est difficile à imaginer », confie-t-elle. Nadia et Samer ne pensent plus qu'à une chose : rentrer chez eux. Mais avec les ponts détruits et les routes bombardées, ils ont peur. « Nous venons d'apprendre qu'il y a eu des bombardements sur la route de Beyrouth. Même si nous réussissons à rentrer à Saïda, la grande ville du sud du Liban, comment continuer jusqu'à Beyrouth ? », se demandent-ils.

La petite famille est donc coincée, prise au coeur d'une guerre dont la logique lui échappe. Lorsque *La Presse* l'a jointe, hier, il faisait nuit à Zarieh. Par la fenêtre, Nadia voyait les bombes qui traçaient des zigzags d'éclairs dans le ciel.

Comme tous les Libanais à qui elle a pu parler, Nadia trouvait la réaction israélienne complètement disproportionnée. En attaquant un convoi israélien et en enlevant deux soldats, le Hezbollah avait réalisé une action militaire, selon elle. Tandis que les chasseurs israéliens, eux, tuaient des civils, fait-elle remarquer.

« Au Liban, le Hezbollah n'est pas vu comme une organisation terroriste. Pour les Libanais, c'est l'organisation qui a réussi à chasser Israël du Liban », explique la jeune femme.

N'y a-t-il pas une seule voix, au Liban, pour reprocher au Hezbollah d'avoir allumé l'étincelle qui a amorcé cette brutale escalade ?

« J'ai posé la question à quelques personnes, et certains trouvent que c'était un mauvais *timing*. Que ce n'était vraiment pas le temps de se montrer aussi agressif », convient Nadia. Mais en général, « les Libanais sont très fiers du Hezbollah ».

Rivée devant la télévision, la jeune femme vit pour la première fois de sa vie l'impact des nouvelles terribles qu'elle relate parfois dans ses bulletins d'information. Son mari, lui, avait 5 ans quand la guerre civile a éclaté au Liban. Cette semaine, il avait un curieux sentiment de déjà vécu.

Distinctions

Centraide félicite les lauréats des **Solidaires** et des **prix Centraide aux organismes !**

Chaque année, Centraide a le plaisir de mettre de l'avant les efforts exceptionnels déployés quotidiennement au sein des organismes communautaires de son réseau et dans les organisations participant à la campagne annuelle. Le 20 avril dernier, une quinzaine de prix et mentions ont été attribués à des acteurs du réseau de Centraide lors de la soirée Distinctions.



Hydro-Québec, ses employés, ses retraités, les syndicats et associations
Le directeur de la campagne auprès des employés, Pierre A. Falardeau, directeur général du secrétariat Centraide, et son équipe.



CAE
La codirectrice de la campagne auprès des employés, Sophie Dupuis, chef d'équipe en formation, et son équipe.



Caisse de dépôt et placement du Québec
La directrice de la campagne auprès des employés, Marie-Andrée Prénoveau, conseillère principale, Réseaux institutionnels, et son équipe.



Aon Reed Stenhouse/Aon Parizeau
Le directeur de la campagne auprès des employés, Daniel Rondeau, vice-président principal, et son équipe.



Section locale 510 – TCA Québec – Pratt & Whitney Canada
Le directeur adjoint de la campagne auprès des employés, Jacques Gérin, préposé à la métallisation, et son équipe.



Velan
Le directeur de la campagne auprès des employés, Rob Velan, directeur, planification stratégique et développement d'affaires, et son équipe.



Ogilvy Renault
Le directeur de la campagne Leader, M^e^ Louis J. Gouin, associé principal, et son équipe.



Pratt & Whitney Canada
Le directeur de la campagne Leader, Alain M. Bellemare, président, et son équipe.



Santropol



Juliette Noël
Projet communautaire de Pierrefonds



Johanne Bélisle
Le Centre des femmes de Montréal

Pour en savoir plus sur les lauréats des prix Solidaires et Prix Centraide aux organismes : **www.centraide-mtl.org**

SOLIDAIRES

Appui global

Hydro-Québec, ses employés, ses retraités, les syndicats et associations
Michael L. Turcotte
Président du Conseil d'administration
Thierry Vandal
Président-directeur général
Directeur de la campagne auprès des employés :
Pierre A. Falardeau
Directeur général
Secrétariat Centraide

Campagne auprès des employés

1 000 employés et plus

CAE
Directeurs de la campagne auprès des employés :
Sophie Dupuis
Fusion, Chef d'équipe en formation
Marc Parent
Président de groupe, Produits de simulation
Pierre Franck
Directeur, Ressources humaines

Coup de cœur du jury :
Banque Nationale du Canada

250 à 999 employés

Caisse de dépôt et placement du Québec
Directrice de la campagne auprès des employés :
Marie-Andrée Prénoveau
Conseillère principale, Réseaux institutionnels

249 employés et moins

Aon Reed Stenhouse/Aon Parizeau
Directeur de la campagne auprès des employés :
Daniel Rondeau
Vice-président principal

Première campagne auprès des employés

Velan
Directeur de la campagne auprès des employés :
Rob Velan
Directeur, planification stratégique et développement commercial

Coup de cœur du jury :
ITW Laminations

Appui syndical

Section locale 510, TCA Québec, Pratt & Whitney Canada
Camille Larochelle
Président, Unité PWC
Directeur de la campagne auprès des employés :
Yves Mercure
Technicien/chef de groupe, qualité du produit et des procédés
Directeur adjoint de la campagne auprès des employés :
Jacques Gérin
Préposé à la métallisation

Campagne Leader

1 000 employés et plus

Pratt & Whitney Canada
Directeur de la campagne Leader :
Alain M. Bellemare
Président

999 employés et moins

Ogilvy Renault
Directeur de la campagne Leader :
M^e^ Louis J. Gouin
Associé principal

PRIX CENTRAIDE AUX ORGANISMES

Le **prix Agnes-C.-Higgins** est décerné à un organisme particulièrement innovateur dans la réponse aux besoins sociaux de la communauté.

Lauréat : **Santropol Roulant**

Mentions : **Famijeunes**
Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal (RAPSIM) pour son programme Opération Droits devant

Le **prix Antoinette-Robidoux** souligne l'excellence de l'engagement bénévole d'une personne œuvrant ou ayant œuvré au sein d'un organisme.

Lauréate : **Juliette Noël, Projet communautaire de Pierrefonds**

Le **prix Gilles-Cousineau** vise à reconnaître un employé permanent d'un organisme qui, par sa vision et la ténacité de son engagement, a contribué à ce que de nombreuses personnes puissent se prendre en main.

Lauréate : **Johanne Bélisle, Le Centre des femmes de Montréal**

Merci à *La Presse* qui a assumé les coûts de cette annonce.

Donnez. On peut faire plus encore.

Centraide du Grand Montréal

André Desmarais > Président du conseil d'administration
Guy Crevier > Président et éditeur
Philippe Cantin > Vice-président à l'information et éditeur adjoint
Éric Trottier > Directeur de l'information **André Pratte** > Éditorialiste en chef

LA PRESSE

FORUM

ÉDITORIAL

La loi, c'est la loi



apratte@lapresse.ca
ANDRÉ PRATTE

La municipalité de Beaconsfield a décidé de tenir tête à la Commission de toponymie du Québec et à l'Office de la langue française qui lui demandent de modifier l'affichage des noms de ses rues pour que le français y soit toujours présent et prédominant.

Dans ce dossier Beaconsfield, comme quelques autres villes à majorité anglophone, se traîne les pieds depuis 20 ans. Aussi les accusations de harcèlement que lancent certains de leurs représentants à l'endroit du gouvernement sont peu crédibles. Au contraire, Québec a été extraordinairement patient. Les rares poursuites lancées l'ont été après moult requêtes ; les cinq villes prises en défaut ont été condamnées à une faramineuse amende de... 500 $.

La Charte de la langue française permet aux municipalités dont la population est majoritairement anglophone (les « municipalités reconnues ») d'afficher les noms de rue en anglais et en français, en autant que le français soit prédominant. La pratique adoptée par les villes concernées varie grandement, souvent d'une rue à l'autre. Dans certains cas, on a simplement — et pas très subtilement — caché l'élément générique anglais ; la *Greene Avenue* est devenue Greene. C'est la voie qu'a empruntée récemment Mont-Royal après s'être vu imposer une amende : tous les « street » et les « road » ont disparu sous une couche de peinture. Les anglophones du coin ont évidemment réagi avec indignation. C'est à la Ville qu'ils devaient s'en prendre, pas à l'Office de la langue française qui n'exige d'aucune manière cette sorte d'amputation.

Elle aussi après avoir dû payer une amende, Beaconsfield a posé de petits collants en français sur ses panneaux unilingues anglais. Une décision difficilement compréhensible puisqu'il saute aux yeux (pas besoin de ruban à mesurer !) que le résultat n'accorde pas la prédominance au français (voir la photo dans *La Presse* de mercredi dernier, page A5).

Les maires des villes récalcitrantes disent que changer toutes les affichettes coûterait plusieurs milliers de dollars. Sans doute, sauf que si ces municipalités n'avaient pas attendu 20 ans avant d'agir, elles auraient pu remplacer leurs panneaux par étapes.

Les municipalités fautives prétendent aussi que les exigences de l'Office de la langue française et de la Commission de toponymie ne sont pas claires. C'est faux. Les deux organismes ont publié un petit guide illustré bien plus simple à comprendre que la plupart des règlements municipaux.

Suivant ce document, la solution la plus simple serait de donner un peu plus d'importance à l'élément générique français qu'à l'anglais. Par exemple :

Rue Maple Street

C'est que va faire, finalement, Mont-Royal. Beaconsfield et Côte-Saint-Luc résistent toujours, estimant que le simple bilinguisme suffit (rue Kildare street). Du même souffle, elles dénoncent l'attitude tatillonne de l'Office de la langue française, qui ferait de cette question insignifiante une véritable obsession.

Les autorités linguistiques québécoises n'ont pas toujours fait preuve du jugement et de la diplomatie nécessaires dans ce genre de dossier. Toutefois ici, elles ne font qu'appliquer la loi, inspirées en cela par la Cour suprême qui a estimé qu'« exiger que la langue française prédomine, même nettement, dans l'affichage serait proportionnel à l'objectif de promotion et de préservation d'un *visage linguistique* français au Québec, et serait donc justifié » en vertu des chartes des droits.

En l'occurrence, l'Office de la langue française ne se comporte pas différemment des villes elles-mêmes lorsqu'il s'agit de faire respecter leurs règlements. Toute règle a un côté tatillon. Mais en matière de langue comme en matière de zonage, si on laisse passer des accrocs au nom de la flexibilité, les violations se multiplieront. Il faut donc tracer une ligne dans le sable. Au Québec, cette ligne, ce n'est pas le bilinguisme mais la prédominance du français.



serge.chapleau@lapresse.ca
DROITS RÉSERVÉS

LA BOÎTE AUX LETTRES

Profession : agriculteur

Notre article d'hier sur les difficultés des agriculteurs a suscité plusieurs réactions. Voici quelques-uns des courriels reçus.

Fils d'agriculteur et ayant passé une partie de ma vie au service des agriculteurs, je peux dire aujourd'hui que cette classe importante de notre société a perdu le vrai sens de l'agriculture. Cette profession de la terre est la seule qui puisse nourrir son homme sans devoir aller à l'extérieur. Malheureusement, l'agriculteur a décidé de devenir comme tous les gens de la ville. On parle des frais et des investissements énormes en agriculture mais jamais on ne parle de la grande valeur de la terre ainsi développée quand on la revend. Revenons chacun à la base des choses et peut-être retrouverons-nous le respect et la dignité de ce choix de vie. L'agriculture est une profession qui n'a pas d'horaire fixe et qui doit négocier avec les aléas de la nature. Si on ne peut vivre avec cette réalité, on change de milieu de travail.

G. Biron

Être indépendant...

Quand nos trois repas par jour nous parviendront de l'importation, qui fixera les prix ? Qui se plaindra du coût du panier d'épicerie ? Qui paiera ? Il sera alors trop tard pour supporter notre agriculture locale comme tous les pays le font.

André Filteau

Des concombres québécois

Quand commencerons-nous à être solidaires et à accepter de payer pour la qualité d'un produit régional au lieu d'acheter les produits étrangers ? Lorsque les agriculteurs seront bénéficiaires de l'aide sociale, il sera peut-être trop tard. Ils paieront toutes leurs taxes, mais nous paierons pour le reste. Je m'ennuie de ne pouvoir acheter un concombre frais parce qu'il n'y a plus de producteurs québécois qui en cultivent. Si on continue, la même situation s'étendra à tous les autres produits. Pensons-y avant qu'il ne soit trop tard.

France Brisson

Des légumes insipides

Nous sommes soumis, comme consommateurs, aux achats des grandes chaînes d'épicerie. Je ne veux pas faire mon marché à dix endroits, c'est pourquoi je m'approvisionne dans un supermarché. Eux ne sont pas obligés d'acheter les produits maraîchers du Québec et ils ont des contrats d'achat avec de gros producteurs de produits insipides qu'ils doivent respecter. Que pouvons-nous faire pour forcer les supermarchés à nous donner des légumes qui goûtent quelque chose ? Ils vous diront que le marché de l'acheteur moyen exige des légumes impeccables, même s'ils ne goûtent rien. Question de culture, probablement.

Jacques Pilon

OPINION

> Pour nous écrire : forum@lapresse.ca

Paris brûle-t-il ?

À l'image de son équipe de soccer, les réussites de la France sont générées très largement par une France plurielle, creuset de tout temps d'expressions d'origines diverses

FRANÇOIS ALABRUNE



L'auteur est consul général de France à Québec.

Le 14 juillet est une date qui convient pour aborder les interrogations sur la France souvent exprimées depuis un an par nombre d'amis québécois mais aussi de Français vivant au Québec : Paris brûle-t- il ? Que font tous ces jeunes dans la rue ? Pourquoi cette frilosité s'agissant de l'Europe, de la mondialisation ?

Si les interrogations sur la France sont nombreuses, cela signifie qu'ici, au Québec, la France ne laisse pas indifférent. Tant mieux !

Reconnaissons-le : une certaine morosité, artificiellement entretenue, s'est emparée de l'opinion publique en France au cours des derniers mois. Elle avait même condamné notre équipe nationale de soccer à l'élimination dès le premier tour de la Coupe du monde, et ceci avant même le début de la compétition. Finalement, les « bleus » auront fait le parcours magnifique que l'on sait et, comme très souvent en ces circonstances, les censeurs d'hier sont devenus ensuite les premiers des panégyristes.

La France est confrontée, comme d'autres pays, à des défis réels, tels que chômage, dette et déficits. Des réformes en profondeur sont en cours pour y faire face. Elles ne peuvent produire tous leurs effets en un jour mais certains se font déjà sentir : le chômage a amorcé sa décrue ; un plan de réduction de la dette et de maîtrise des dépenses publiques est engagé ; les réformes des retraites et de l'assurance maladie ont été acceptées par les Français ; de nombreux pôles de compétitivité fondées sur les nouvelles technologies ont été créés.

Ouvert sur le monde

La France d'aujourd'hui est un des pays développés où le taux de fécondité est le plus élevé (1,95). C'est un des pays d'Europe où le nombre d'entreprises créées chaque année est le plus élevé (plus de 200 000). Au-delà des discours et des états d'âme, ce sont là des signes d'énergie et de confiance en l'avenir.

La France n'a rien du village d'Astérix que certains se complaisent à évoquer. Elle est un des pays les plus ouverts sur le monde. Cinquième pays exportateur de produits et quatrième exportateur de services, elle est en outre la troisième destination mondiale pour les investissements internationaux. C'est ce qui explique qu'un salarié sur sept y travaille pour une entreprise étrangère, alors que ce taux n'est que de un sur 10 au Royaume-Uni et de un sur 20 aux États-Unis.

Plus que jamais, les Français sont conscients de l'importance du Québec et de ses réussites.

Et que plébiscitent les entreprises étrangères qui investissent en France ? Les compétences des travailleurs français, la qualité des infrastructures, du service public (eh oui !), du système de santé (classé au premier rang mondial par l'OMS), des écoles, un cadre et un art de vivre, qui en font la première destination touristique mondiale, sans oublier la place dévolue aux expressions intellectuelles et culturelles.

À l'image de son équipe de soccer, les réussites de la France sont générées très largement par une France plurielle, creuset de tout temps d'expressions d'origines diverses. Si des difficultés d'intégration existent, comme dans d'autres pays, et sont souvent mises en exergue, il ne faut pas sous-estimer le fait que, dès à présent, l'intégration républicaine et les solidarités sociales remplissent leurs rôles, laissant à chacun la liberté de pensée et de religion, dans le respect des lois de la République.

Cette ouverture sur le monde dans le respect de chacun est au coeur de l'action de la France sur la scène internationale. La France assume pleinement ses obligations vis-à-vis des pays en voie de développement : l'aide française sera de plus de 9 milliards d'euros en 2007, soit 0,5 % du PIB pour atteindre 0,7 % en 2012. Elle répond au défi du réchauffement climatique en dépassant les objectifs fixés par le protocole de Kyoto. Elle participe à l'effort international de lutte contre le terrorisme, notamment en Afghanistan.

La France au Québec

La France n'est donc pas figée dans ses succès passés, ni dans ses propres chefs-d'oeuvre patrimoniaux. La meilleure preuve est donnée par les très nombreux Français installés au Québec. Traversant l'Atlantique avec leurs diplômes et leur savoir-faire acquis en France, nombreux sont ceux qui réussissent ici dans tous les secteurs d'activité : industrie, commerce, services, nouvelles technologies, enseignement, recherche. Ils sont fiers de leur identité tout en étant ouverts aux réalités nord-américaines.

Plus que jamais, les Français sont conscients de l'importance du Québec et de ses réussites. C'est ce que démontrent non seulement la place prise par les créateurs et artistes québécois en France mais aussi le fait que la France soit le deuxième investisseur étranger au Québec, où les 350 filiales françaises qui y sont installées emploient 15 000 personnes (et 40 000 au Canada). C'est ce qui explique aussi la volonté de la France, réitérée à M. Charest par les autorités françaises lors de ses déplacements à Paris cet été, de poursuivre avec le Québec le combat vital pour promouvoir notre langue, notre culture et nos valeurs communes.

POUR NOUS JOINDRE *La Presse*, 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9
VOUS AVEZ UNE NOUVELLE À NOUS TRANSMETTRE ? Écrivez-nous à **nouvelles@lapresse.ca**
VOUS VOULEZ EXPRIMER VOTRE OPINION ? **forum@lapresse.ca**

RÉDACTION (514) 285-7070 **commentaires@lapresse.ca**
ABONNEMENT (514) 285-6911 ou 1 800 361-7453 **cyberpresse.ca/abonnement**
PETITES ANNONCES (514) 987-8363 ou 1 866 987-8363 **petitesannonces@lapresse.ca**
DÉCÈS (514) 285-6816 **deces@lapresse.ca**
CARRIÈRES (514) 285-7320 **carrieres@lapresse.ca**
PUBLICITÉ (514) 285-6931

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de *La Presse* et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous les droits de reproduction des informations particulières à *La Presse* sont également réservés. ISSN 0317-9249. Le quotidien *La Presse* est publié et édité par *La Presse*, ltée dont le siège social est sis au 7, rue Saint-Jacques, Montréal (Québec) H2Y 1K9 et il est imprimé à Transcontinental Métropolitain, situé au 12 300, boulevard Métropolitain Est, Pointe-aux-Trembles, division de Imprimeries Transcontinental G.T. inc. Guy Crevier. Président et éditeur.

la Baie

LIQUIDATION
MODE EN COURS
jusqu'à
50 %
de rabais
Mode estivale pour tous
et accessoires pour elle
Prix étiquetés.



7,99
Tee-shirts et camisoles TOGO^MC et CODE BLEU pour elle
Ord. 9,99 $ à 14,99 $.

19,99
Jupes, shorts et corsaires TOGO^MC pour elle
Ord. 29,99 $ à 44,99 $.

DES TRÉSORS DE BIJOUX EN PROMOTION
OR, PERLES, DIAMANTS, GEMMES, MONTRES... ON PARLE DE MILLIONS!

40 % de rabais additionnel
Montres et bijoux à prix de liquidation
Sur nos derniers prix étiquetés.

LIQUIDATION JOCKEY POUR ELLE

4,99 $ à 9,99
Slips JOCKEY
Ord. 9 $ à 18 $

14,99
camisoles mode JOCKEY
Ord. 27 $

14,99 $ et 19,99
Dessous Elance de JOCKEY
En trio. Ord. 21 $ et 25 $

19,99
Soutiens-gorge JOCKEY
Ord. 28 $ et 38 $.

LIQUIDATION DE SOUTIENS-GORGE...

19,99 Soutiens-gorge
WARNER'S, MOI DE WONDERBRA, MAIDENFORM, OLGA, JOCKEY, TRIUMPH et autres.

9,99 Slips assorties

9,99 à 14,99 Soutiens-gorge LA LINGERIE et OUTLINE®

ET DE SLIPS!

2,99 $ et 4,99
Slips choisies pour elle

TENUES DE NUIT EN LIQUIDATION

9,99 $ à 24,99
Chemises et pantalons de nuit et hauts assortis
Pour elle. FAIRSET, LA LINGERIE, DISNEY et autres.

30 % à 50 % de rabais
Tenues de nuit
Pour elle. LINDA LINGERIE, CLAUDEL, ARIA, KAREN NEUBERGER et autres.

Le choix varie selon le magasin. Les rabais sont sur nos prix ordinaires, sauf avis contraire. Exceptions : articles « Bon prix la Baie tous les jours », « Nouvellement réduit », « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction », Salviati, Vera Wang, ceux des rayons concédés, de la Fondation Hbc et de la collection olympique. Les mentions « ACHAT-CHOC » et « OFFRE SPÉCIALE DE LA DIRECTION » indiquent que nous avons trouvé une aubaine incroyable dont nous voulons vous faire profiter. Si nous indiquons un PRIX DE COMPARAISON, il s'agit du prix qu'un autre détaillant canadien a établi pour un article de qualité identique ou comparable. Notez que pour les articles « Achat-choc », « Offre spéciale de la direction » et ceux de L'Entrepôt du style en magasin, les quantités sont limitées, le choix varie selon le magasin et aucuns bons d'achat différé ni articles de substitution ne sont offerts. La mention « PRIX CISEAUX » signifie que le bas prix au quotidien existant est temporairement réduit. Précisions en magasin.

Hbc

3416750A

SUITES DE LA UNE

Rona frappe un noeud

MILIEUX
Suite de la page A1

Rona, pour sa part, déplore l'« approche de matamore » du cabinet Béchard. L'entreprise jette par ailleurs le blâme sur le vendeur du terrain, la Ville de Terrebonne, qui lui aurait caché l'existence de ce fragile écosystème, selon Michel Yergeau, avocat de l'entreprise.

« Quand vous commencez les travaux sur le terrain, les ingénieurs ne sont pas nécessairement des gens très alertés à la flore particulière d'un milieu humide. Il peut arriver des erreurs. Mais tout a été fait pour éviter d'autres dérapages. Et le plan du bâtiment a été modifié pour se soustraire du milieu humide », a indiqué cet ancien vice-président du BAPE.

Malgré ces précautions, quatre marécages auraient déjà été bouleversés par le chantier, selon le cabinet Béchard. Québec évalue qu'à la fin des travaux, 4,7 hectares (505 920 pieds carrés) de milieu humide auront disparu.

« Les fondations ont été coulées en plein milieu humide, se désole M. Gosselin. En raison des interventions déjà faites, certains milieux sont carrément détruits à l'heure où on se parle. »

Pour M^e Yergeau, il importe de ne pas « chipoter sur 10 pieds carrés à gauche et à droite ». Selon lui, les milieux touchés n'avaient pas une grande valeur écologique. « Ce n'est pas une vache sacrée, a-t-il dit. Nous ne sommes pas en train de construire dans un marais. Le milieu en question est la frange ou la marge d'un marécage. »

À la Ville de Terrebonne, on se contente de prendre acte du refus du gouvernement d'accorder un certificat d'autorisation. « Sur la base du refus de Québec d'entériner l'entente que nous avions, nous allons refaire nos devoirs. Nous allons renégocier les termes de l'entente », a indiqué Éric Tétrault, directeur adjoint du cabinet du maire Jean-Marc Robitaille.

Il a été impossible de vérifier sur le terrain l'ampleur réelle des dégâts. Quelques secondes à peine après notre arrivé sur les lieux, hier, un représentant de Rona a en effet interdit à *La Presse* l'accès au chantier en l'absence de M^e Yergeau.

Il a toutefois été possible de constater l'existence de tranchées dans la portion sud du chantier. Certaines contenaient une eau ruisselante qui semblait carrément s'échapper d'un milieu humide, comme si on tentait de l'assécher. L'avocat de Rona a déclaré que ces rigoles n'avaient pas été creusées par l'entreprise.

Au cabinet du ministre, on affirme que Rona n'aura d'autre choix que de compenser financièrement les pertes naturelles subies. Deux éléments seront retenus pour évaluer le montant de la compensation : le projet fera disparaître plus de 500 000 pieds carrés de milieux humides ; la construction s'est faite sur un terrain a priori non constructible dont la valeur marchande ne reflète pas la valeur réelle d'un terrain adéquat pour ce genre de projets.

« Le montant n'est pas fixé, mais pour nous, la base de référence est un terrain constructible dans le secteur, a précisé M. Gosselin. Selon certaines indications, ce coût serait de 4 à 6 $ le pied carré, au lieu des 36 cents qu'a payés Rona pour les milieux humides. »

« C'est ridicule, a rétorqué M^e Yergeau. Demandez à n'importe quel expert : le pied carré de n'importe quel parc industriel de la région n'atteint même pas 75 cents. Et de toute façon, on ne peut faire de cas exemplaires. On est tous égaux devant la loi. »

COURRIEL
Pour joindre notre journaliste: francois.cardinal@lapresse.ca



PHOTO CLÉMENT ALLARD, PC ©
Stephen Harper lors d'une conférence de presse à Québec le 23 juin dernier.

Des vacances en mode électoral pour les conservateurs

ÉTÉ
Suite de la page A1

Une situation qui contraste avec ce qu'a vécu le parti aux dernières élections alors que les volontaires étaient plus difficiles à dénicher. Ainsi, encouragé par l'élection de 10 députés au Québec lors des élections du 23 janvier, le Parti conservateur n'a pas l'intention de lâcher le morceau. L'objectif étant de séduire les Québécois pour tenter de former un gouvernement majoritaire à l'issue du prochain scrutin qui peut être déclenché à tout moment.

Bien qu'ils aient l'intention de prendre un peu de répit, les députés conservateurs et les ministres profitent de la saison chaude pour sillonner le Québec. Et certains futurs candidats profitent même des activités organisées dans leur région pour se faire connaître auprès des électeurs de la circonscription qu'ils convoitent.

« Depuis les élections, ça n'a pas arrêté, a déclaré à *La Presse* un organisateur conservateur. On a le vent dans les voiles, donc on en profite. Plusieurs de nos députés et ministres se promènent sur le terrain et participent à des activités partisanes. On a des présidents de comtés qui sont en période de recrutement et de financement. Et il y a beaucoup de gens très intéressants qui veulent porter nos couleurs aux prochaines élections. »

Par exemple, dans la circonscription de Montmagny–L'islet–Kamouraska–Rivière-du-Loup –représentée par le bloquiste Paul Crête–, cinq candidats potentiels ont manifesté leur intérêt pour représenter le PC, confirme le président de l'association de circonscription, André Plourde.

« Aux dernières élections, on a désigné un candidat qui était un « poteau » parce que personne n'a voulu y aller, estime M. Plourde. J'ai demandé aux gens de voter pour le poteau et nous sommes arrivés deuxièmes avec 25 % du vote. Et la prochaine fois, nous allons avoir un vrai candidat car beaucoup de gens très en vue sont intéressés », assure-t-il sans toutefois révéler l'identité des éventuels candidats.

Selon lui, le vent tourne dans la région en faveur des conservateurs. À preuve, en juin, il a remis sur pied l'association de circonscription. Il a même l'intention de recruter quelque 2000 membres. « Le téléphone n'arrête pas de sonner chez moi parce que les gens veulent devenir membres. Dans la région, beaucoup de libéraux m'ont dit qu'ils avaient l'intention de m'acheter une carte de membre », mentionne M. Plourde.

L'engouement pour le Parti conservateur se fait également sentir dans la région de Trois-Rivières, où l'association de circonscription a été remise sur les rails. Du côté du Saguenay–Lac-Saint-Jean, région également convoitée par les conservateurs, les organisateurs s'activent cet été à rebâtir le parti.

Les régions de l'Estrie, de la Gaspésie et de la Côte-Nord sont aussi dans la mire des troupes de Stephen Harper. Rappelons qu'au cours des six derniers mois, le nombre de membres a doublé, passant de 10 000 à 20 000.

Les autres partis

Pour leur part, libéraux et bloquistes se défendent bien de demeurer les deux bras croisés pendant la saison chaude.

Le chef libéral, Bill Graham, viendra au Québec dans quelques semaines et les députés participent à des activités estivales dans leurs circonscriptions respectives, assure-t-on.

« Comme chef adjointe de l'opposition, le leader m'a demandé de regarder la préparation sur le terrain, si jamais on a des élections surprises, mentionne la députée libérale, Lucienne Robillard. Nous sommes en contact avec nos associations de comtés pour parer à cette éventualité. »

Au Bloc, le porte-parole, Frédéric Lepage, assure que les députés participent tous à des événements dans leur circonscription. De plus, le chef bloquiste, Gilles Duceppe, sera dans la métropole pour les Outgames mondiaux qui se dérouleront à Montréal du 29 juillet au 5 août.